

10-1965

Le Boréal Express, v.4 n.1-2, (October 1965)

Franco-American Collection

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.usm.maine.edu/fac-boreal-express>

This Book is brought to you for free and open access by the Publications at USM Digital Commons. It has been accepted for inclusion in Le Boréal Express by an authorized administrator of USM Digital Commons. For more information, please contact jessica.c.hovey@maine.edu.

LE BOREAL EXPRESS

AN 1792

PAR L'HISTOIRE — CITOYEN DU TEMPS

(Trois-Rivières, sept. - oct. 1965)

Ce numéro spécial: 0.50

VOLUME 4, Nos 1-2

PAR UN VOTE DE 28 CONTRE 18

JEAN-ANTOINE PANET DEVIENT L'ORATEUR

Québec — Depuis le début de la première session du nouveau Parlement, nos députés ont siégé huit fois. Les premiers problèmes auxquels ils ont dû faire face sont de taille. Avant que de délibérer, il leur a fallu trouver un maître des débats, c'est-à-dire un Orateur. Cette question a donné lieu à une première prise de position où les deux groupes ethniques semblent s'être opposés!



J.-ANT. PANET
... en quelle langue?

Le débat concernant le choix d'un Orateur a commencé dès la première séance, soit lundi le 17 décembre. Le lendemain, alors que quatre députés avaient été proposés à ce poste, on procéda à la votation. A la question "Que Mr. Panet soit élu Orateur de cette Chambre?", 28 répondirent par l'affirmative et 18 par la négative. Comme nous l'affirmons plus haut, les députés de langue anglaise ont fait bloc contre Panet. Ils furent appuyés par trois députés de langue française: MM. Pierre-Louis Panet, cousin de l'Orateur, François Dambourgeois et de Salaberry. A la suite de son élection, le représentant de la haute ville de Québec voulut parler, mais les membres de l'Assemblée crièrent: "Non, non", et le conduisirent à la chaire. Le jeudi suivant, soit le 20, le lieutenant-gouverneur Alured Clarke accepta Panet comme Orateur.

La question actuellement à l'étude est celle de la langue ou des langues dans laquelle ou lesquelles seront rédigées les minutes.

Compte-rendu détaillé
des débats — pages 8-9

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR JOHN-GRAVES SIMCOE PROROGÉ LES CHAMBRES



J.-G. SIMCOE J. W. L. Forster (A.P.C.)

Newark (DNC) — La ville de Newark ou Niagara a été le siège, du 17 septembre au 15 octobre dernier, des délibérations de la première session de la première législature du Haut-Canada. Au cours de cette première session, huit actes ont été passés et approuvés par l'Assemblée et le Conseil Législatif de cette partie du pays.

Alors que les députés bas-canadiens viennent à peine de se choisir un Orateur et discutent actuellement la question de la langue, leurs confrères ont discuté et approuvé les actes suivants:

1 Acte pour introduire les lois d'Angleterre dans toutes les affaires et causes, excepté autant qu'elles peuvent être changées par les ordonnances de la province de Québec, excepté aussi les lois touchant les banqueroutes et le Clergé.



Jopling 1792 (A.P.C.)

NEWARK (H.-C.)

siège du gouvernement provincial

C'est à Niagara, baptisé Newark, en souvenir de Newark au New-Jersey que s'est déroulée la première session du premier Parlement du Haut-Canada. Les délibérations se tenaient à la "Freemasons' Hall". L'édifice avait été construit l'année dernière. Il comprend deux étages. Il semble bien que seulement onze députés aient participé à cette première session.

- 2 Acte pour le recouvrement plus aisé et plus prompt des petites dettes devant les cours sommaires, composées de deux juges de paix ou plus pour chaque division des divers districts, et pour siéger le premier et troisième samedi de chaque mois, pour décider les affaires qui n'excèdent pas quarante shillings courant.
- 3 Acte qui abolit les procédés sommaires dans les actions ou procès au-dessus de dix livres courant.
- 4 Acte pour autoriser les magistrats dans les endroits où il y a quarante maisons et magasins ou plus, ramassés ensemble, dans l'espace d'un demi mille carré, de faire tels règlements qu'ils jugeront nécessaires pour prévenir les incendies.
- 5 Acte qui autorise les procès par jurés dans toutes les actions ou procès civils.
- 6 Acte qui change les noms précédents des districts et qui autorise les magistrats d'ériger une prison et une maison d'audience dans chacun des districts, au nom et en faveur des habitants d'icelui.
- 7 Acte qui stipule que le péage qui sera pris pour mouder et bluter n'excèdera point une douzième partie du grain.
- 8 Acte qui établit le poids et la mesure de Winchester comme les seuls par lesquels on puisse légalement acheter et vendre.

Travail considérable et qui laisse entrevoir que la prochaine session sera aussi fructueuse. Nos félicitations aux députés du Haut-Canada.

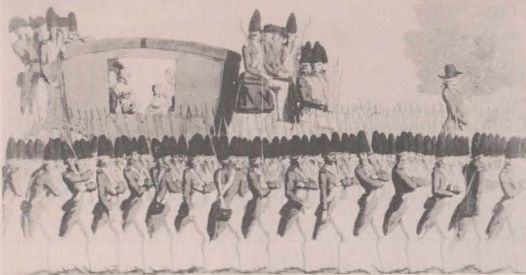
FRANCE: LE ROI EST ARRÊTÉ!

GRAND REPORTAGE
SUR LA RÉVOLUTION

pages
2-3

L'AN PREMIER
DE LA RÉPUBLIQUE

LA RÉVOLUTION



22 juin 1791

LE ROI EN FUITE
EST ARRÊTÉ
À VARENNES

On apprend aujourd'hui que le roi a été arrêté tard, hier soir, à Varennes. Il était accompagné de plusieurs autres membres de la famille royale et, selon les premiers rapports, il se dirigeait vers Metz où il devait rejoindre les troupes rassemblées par le marquis de Bouillé. On croit généralement que, si le plan avait réussi, il aurait demandé alors l'appui de quelques divisions autrichiennes, afin de marcher sur Paris et de reprendre par la force ses pleins pouvoirs. Il appert que le roi sera ramené aux Tuileries dans quelques jours.

23 juin 1791 — LE CLUB DES CORDELIERS
RÉCLAME LA RÉPUBLIQUE.

Des représentants du club des Cordeliers ont adressé hier une pétition à l'Assemblée nationale pour réclamer l'abolition de la monarchie et l'établissement d'une République. On ne croit pas, ici, que le groupe majoritaire de l'Assemblée acquiescera à cette demande. On note, en effet, que l'Assemblée est formée d'une majorité de riches bourgeois qui veulent bien limiter les pouvoirs du Roi, mais qui craignent une trop grande extension de la révolution s'ils acceptent de laisser au peuple la direction des affaires de l'Etat. Opposés au suffrage universel et effrayés par le mouvement populaire qui se développe, les députés tenteront plutôt de redonner au Roi une certaine autorité et adopteront une attitude absolument intransigente devant les réclamations de "l'extrême-gauche".

17 juillet 1791 — ÉMEUTE AU CHAMP-DE-MARS:
LES MODÉRÉS FONT TIRER
SUR LE PEUPLE RASSEMBLÉ.

Une sanglante fusillade a fait aujourd'hui de nombreuses victimes au Champ-de-Mars. L'émeute a éclaté au moment où des milliers de manifestants se sont rendus à l'autel de la Patrie, au Champ-de-Mars, pour y déposer une pétition demandant de passer le Roi en jugement à la suite de sa tentative de fuite. On sait que, pour sauver le Roi et un certain ordre établi, les députés modérés de l'Assemblée ont refusé d'intenter un procès au Roi, malgré les protestations des députés de gauche, du Club des Cordeliers et de certains membres du club des Jacobins. On s'attend à ce que le Gouvernement applique maintenant de violentes mesures répressives pour conjurer "le péril républicain".

14 septembre 1791 — VICTOIRE DES MODÉRÉS:
LE ROI EST RÉTABLI.

L'Assemblée a adopté aujourd'hui une nouvelle constitution et l'a fait ratifier par le Roi. On remarque que la constitution civile du clergé n'a pas été intégrée dans cette constitution, ce qui donne la mesure de la victoire des modérés. Le Roi a juré solennellement de respecter cette constitution et, après la cérémonie, il a été reconduit en grande pompe à son palais des Tuileries.

1er octobre 1791 — LA CONSTITUANTE EST DISSOUE:
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
COMMENCE À SIÉGER.

C'est aujourd'hui que la nouvelle Assemblée Législative a commencé à siéger, selon les termes de la nouvelle constitution. Elle est formée de députés choisis parmi de riches propriétaires fonciers élus par des "électeurs" représentant chacun une centaine de citoyens dits "actifs", c.a.d., disposant d'une fortune suffisante pour rencontrer les exigences de la loi électorale.

La nouvelle Assemblée est présentement divisée en trois groupes qui ont pris place autour de la tribune de l'Orateur en respectant le sens des termes "droite" et "gauche" mis à la mode depuis les débuts de la Constituante. A droite, 264 députés, inscrits au Club des Feuillants, ont juré de défendre la royauté contre l'agitation du peuple. Ils sont les héritiers des instigateurs de la nouvelle Constitution et paraissent mûrés de l'extérieur par trois ou quatre chefs dont le marquis de La Fayette qui dirigeait les troupes lors de la fusillade du Champ-de-Mars, en juillet dernier.

N.D.L.R., Entraînée par le tourbillon révolutionnaire, la France tente désespérément de retrouver une autorité forte qui pourra régler simultanément tous les problèmes qui l'assaillent: défense de son intégrité territoriale et guerre européenne; instabilité gouvernementale et désordres sociaux; marasme économique et désorganisation du système fiscal; anarchie constitutionnelle et persécutions politiques et religieuses... Au milieu de ces convulsions, nos correspondants à Paris tentent quotidiennement de faire une difficile synthèse de ce qu'ils observent et nous expédient, pour le bénéfice des lecteurs du Boreál, des flots de dépêches où les observations personnelles alternent avec des témoignages recueillis sur place, des rumeurs plus ou moins consistantes et des déclarations officielles.

ÉVOLUTION
D'UNE RÉVOLUTION

A gauche, 136 députés inscrits au club des Jacobins. Ils déclarent accepter la monarchie constitutionnelle actuelle, mais entendent surveiller le Roi étroitement et se disent prêts à le renverser s'il tente de violer la Constitution. Ils se rallient en chambre à Condorcet et Brissot. A l'extérieur de la Chambre, par contre, le club des Jacobins semble en proie à certains conflits d'influence. On y sentait un fort mouvement vers des positions nettement républicaines. Brissot serait le chef des "gauchistes modérés" et Robespierre, celui des extrémistes.

Au centre, un peu plus de 300 députés refusent de s'identifier définitivement. Il est probable que ce groupe se divisera sur diverses questions. Pour l'instant ces "indépendants" contrôlent la balance du pouvoir et de leur attitude peut dépendre l'avenir de l'Assemblée et de la France.

20 avril 1792 — LA FRANCE ENTRE EN GUERRE
CONTRE L'AUTRICHE.

Le sort en est jeté: la guerre est déclarée. Le décret adopté aujourd'hui par la France signifie la guerre avec roi de Hongrie et de Bohême, qui est aussi empereur d'Autriche. Cette précaution verbale démontre bien la crainte de la France de voir le roi de Prusse et les autres princes allemands se ranger aux côtés de l'Autriche dans le conflit.

La déclaration de guerre a été adoptée à la quasi-unanimité et le roi s'est empressé de la ratifier. On aurait tort, cependant, de croire à une profonde unité: il semble bien, en effet, que chacun des groupes politiques et le roi souhaitent la guerre mais pour des motifs différents. Le roi espère évidemment qu'une invasion du territoire français par l'Autriche lui permettra de reprendre les pleins pouvoirs.

Les modérés croient que la guerre leur fournira l'occasion de durcir leur autorité sur la France en l'appuyant sur les armées, eux, les Jacobins, eux, estiment qu'il sera plus facile de miner l'autorité du roi et d'exciter les esprits en l'accusant de vouloir s'appuyer sur l'Autriche pour reprendre son trône.

20 juin 1792
LE PEUPLE
AUX TUILERIES

Une émeute a éclaté cet après-midi à Paris et la foule, avec la complicité des gardes nationaux, a pris d'assaut le palais des Tuileries et s'est bousculée jusque dans les appartements royaux. On a même craint un moment pour la sécurité du roi.

Ce nouveau sursaut populaire fait suite au refus du roi d'exécuter les décrets de l'Assemblée ordonnant le bannissement des prêtres réfractaires à la constitution, le congédiement de la garde personnelle du roi et la création d'une troupe de 20.000 soldats fédérés réputés partisans de l'Assemblée.

Des témoins racontent que le monarque a fait face aux assaillants avec courage et fermeté. Il aurait même accepté de coiffer le bonnet révolutionnaire rouge et de boire à la santé de la nation. Il semble bien qu'il ne se soit cependant pas engagé à renverser sa décision au sujet des décrets.

Cette manifestation indique bien la tension qui règne dans la capitale. Les échecs nombreux de plusieurs généraux font craindre pour le succès de la guerre et le peuple n'hésite pas à crier à la conspiration des aristocrates et aux complots des émigrés. On assure que le comte de Provence a déjà établi un gouvernement à Coblenz et qu'il tente présentement de soulever la Bretagne et quelques autres régions contre Paris. Plusieurs vont même jusqu'à accuser la reine de trahison au profit de l'Autriche. Dans ces conditions, on comprend que la situation soit explosive et elle risque de s'aggraver si les monarchistes et les modérés décident de réprimer sévèrement les mouvements populaires trop farouchement républicains.

3 août 1792 — LA TENSION MONTE:
LA DÉCHÉANCE DU ROI RÉCLAMÉE.

La publication aujourd'hui, dans "le Moniteur", d'une déclaration du duc de Brunswick n'a pas peu contribué à exciter les esprits. Le général en chef des armées prussiennes et autrichiennes réclame en effet que le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche soient résolus à marcher sur Paris afin de "délivrer le roi, la reine et la famille royale de leur captivité". Les ton remarquablement provocant et l'insolence du général ont fait une profonde impression ici et ont rallié à la cause de Robespierre un nombre considérable de députés qui ne doutent plus de la trahison du roi ni de la collusion de la reine avec l'ennemi.

On s'attend à une déclaration imminente de Robespierre qui réclamera probablement, avec l'appui de plusieurs représentants du peuple, l'arrestation du roi et ce, dans un délai très court. S'il n'obtient pas rapidement satisfaction, on craint d'imaginer ce qui pourrait se produire...

EN FRANCE

11 août 1792 — L'INSURRECTION ÉCLATE

LE ROI
EST SUSPENDU

Depuis hier, Paris est le théâtre d'une atroce guerre civile et l'on ne sait plus très bien qui détient le pouvoir.

Tout a commencé dans la nuit du 9 au 10, au moment où des commissaires ont pris le contrôle de l'Hôtel de Ville et ont formé la Commune insurrectionnelle. Leur premier geste a été de relever de ses fonctions le commandant de la garde des Tuileries qui a été massacré par la foule, quelques heures plus tard.

Vers les sept heures du matin, hier, les assaillants ont envahi les Tuileries. Pour éviter d'être massacrés, le roi et les membres de sa famille ont cherché refuge à l'Assemblée nationale, pendant que la foule mettait le château à sac et décapitait littéralement les gardes suisses chargés de sa défense.

Quelques heures plus tard, devant la tournure des événements, l'Assemblée a reçu des représentants de la Commune qui ont fermement exigé la suspension du roi et son incarcération. Les députés se sont inclinés et ont ordonné que le roi soit arrêté et placé sous bonne garde au Palais du Luxembourg.

Cette déchéance du pouvoir royal rend caduque la constitution adoptée l'an dernier et qui établissait une monarchie constitutionnelle. On s'attend donc à ce que l'Assemblée annonce, dans les prochaines heures, la tenue d'une élection au suffrage universel (ainsi que l'exige la Commune) pour choisir les membres d'une Convention qui sera chargée de diriger la France. En attendant cette élection, qui ne pourra guère se tenir avant le mois prochain, on suppose qu'un gouvernement provisoire sera formé qui devra expédier les affaires courantes à la place du roi, alors que l'Assemblée poursuivra ses travaux... sous la surveillance vigilante de la minorité de gauche et de la toute puissante Commune insurrectionnelle.

LA CONSTITUTION DE "91"
AURA DURÉ MOINS D'UN ANLa Commune de Paris
dirige la France

Paris, septembre 1792. (DNC) —

En période révolutionnaire, il faut toujours se garder d'identifier théorie et pratique, pouvoir constitutionnel et force populaire, majorité parlementaire et autorité politique. La récente victoire de la Commune insurrectionnelle de Paris sur l'Assemblée législative de 1791 nous en fournit une autre preuve: contrôlant théoriquement l'Assemblée, les partisans de la monarchie constitutionnelle ont été contraints par les Jacobins et les Cordeliers, maîtres de la Commune de Paris, d'abroger la Constitution de '91 et de décréter l'élection au suffrage universel d'une Convention dont le premier geste a été de proclamer la République et de placer le roi en résidence surveillée...

La constitution de '91 de l'absolutisme à la monarchie constitutionnelle... en attendant la République.

Tous ont encore présent à l'esprit les premiers sursauts révolutionnaires: la transformation des États Généraux en Assemblée Constituante chargée de rédiger la constitution dite de '91 et de préparer son remplacement par une Assemblée législative régulièrement élue.

Cette constitution, précédée d'une solennelle déclaration des droits de l'homme qui n'est pas sans rappeler celle des insurgés américains, devait théoriquement donner à la France un système politique respectueux de la tradition monarchique, mais mieux adapté aux transformations sociales du royaume et plus conforme aux idées mises à la mode par les philosophes et les encyclopédistes.

Le nouveau régime prenait son point d'appui sur deux principes fondamentaux: la souveraineté du peuple et la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. D'autres termes, le peuple, seul souverain absolu, déléguait son pouvoir législatif à des représentants élus, le judiciaire à des juges élus et l'exécutif au roi, contrôlé par les deux autres.

Incapable de s'opposer efficacement à l'adoption de ces réformes, désireux de limiter les dégâts et convaincu que le peuple réclamerait rapidement un retour à l'ancien système, Louis XVI a fait mine de se rallier à la Constituante et a juré de "maintenir la Constitution".

C'était il y a deux ans à peine et l'on a pu croire à une définitive réconciliation du roi, du tiers-état et du peuple français. On s'efforçait alors d'oublier les rumeurs provoquées par la Constitution civile du clergé, la dramatique crise économique et la perméabilité croissante du peuple aux conceptions "démocratiques" de certains députés "de gauche".

Ces députés aux idées avancées, assis à gauche de la tribune de l'Orateur (d'où les étiquettes politiques de "gauche" et de "droite"), faisaient manifestement peu confiance au désir de collaboration du roi et se déclaraient partisans d'une diminution encore plus importante de ses pouvoirs.

FAITES UN CADEAU
QUI PLAIRA À TOUS

"BORÉAL EXPRESS"

L'ABONNEMENT
OU L'ALBUM

LE ROI A TROP MANGÉ

Tout comme son aïeul Louis XIV, l'actuel roi de France a réputation d'être une bonne fourchette. Depuis son arrestation, le monarque est l'objet de caricatures de plus en plus méchantes. Sa fuite récente et son attitude ne lui ont pas réconcilié la masse française.

UNE NOUVELLE CHANSON DE GUERRE

Allons,
Enfants
de la Patrie!

Paris, mercredi, 20 août 1792 — (Chronique de Paris)

On entend demander actuellement dans tous les spectacles la chanson: "Allons, enfants de la Patrie". Les paroles sont de M. Rouget*, capitaine du génie, en garnison à Huningue. L'air (...) a un caractère à la fois touchant et guerrier. Ce sont les fédérés qui l'ont apportée de Marseille, où elle était fort à la mode. Ils la chantaient avec beaucoup d'ensemble et le moment où, agitant leurs chapeaux et leurs sabres, ils criaient tous à la fois: "Aux armes, Citoyens!" fait vraiment frissonner. Ils ont clamé cet air guerrier dans tous les villages qu'ils traversaient, et ces nouveaux bardes ont inspiré ainsi dans les campagnes des sentiments civiques et belliqueux. Souvent ils la chantaient au Palais-Royal, quelques fois dans les spectacles, entre deux pièces.

*N.D.L.R. — (Une autre dépêche qui nous parvient de Strasbourg, confirme l'identité de l'auteur mais écrit son nom: Rouget (et non Rougez) et précise qu'il est originaire de l'Isle).

De l'Assemblée législative à la Convention
ou la surenchère de l'extrême-gauche.

La fuite du roi à Varennes, en juin dernier, aura donné raison à ces députés de la gauche et déclenché un mouvement d'escalade vers la révolution totale où le pouvoir passe successivement aux mains des groupes de plus en plus radicaux.

La fusillade du Champ-de-Mars, en juillet de l'année dernière, la bataille des Tuileries, en juin de cette année, la formation de la Commune insurrectionnelle de Paris, au mois d'août, et les massacres atroces des dernières semaines

marquent les plus importantes étapes de ce jeu de surenchère et permettent de suivre à la trace les fluctuations du pouvoir, la montée révolutionnaire et la désintégration du système monarchique.

Devant cette évolution extrêmement rapide de la vie politique et constitutionnelle française, tous les observateurs se demandent où s'arrêtera cette escalade et quel groupe parviendra finalement à s'imposer pour mettre un terme à l'anarchie, à la violence et à la désunion. Pendant que bourgeois et aristocrates se querellent, le peuple continue d'avoir faim, la stabilité économique devient de plus en plus problématique et la guerre européenne continue de faire rage. Tous les amis de la France souhaitent que les membres de la Convention s'en rendent compte.

ÉDITORIAL

IL FALLAIT UN ORATEUR DE LANGUE FRANÇAISE

L'Orateur de la Chambre vient d'être élu. Les députés ont choisi, à la majorité des voix, Monsieur Jean-Antoine Panet. Nous offrons nos hommages à l'éminent légiste qui accède à ce poste et nous saluons avec gratitude l'intelligente et ferme attitude de nos députés.

Il convenait que l'Orateur de l'Assemblée législative du Bas-Canada fût un Canadien de langue française. Toute décision en sens contraire eut été absurde et ridicule.

L'Orateur de la Chambre est le premier parmi les pairs. Le premier des députés qui représentent les intérêts du peuple face aux pouvoirs de la Couronne. Il serait inconcevable que ce personnage soit de langue anglaise alors que 34 députés sur 50 sont de langue française et que la population qu'ils représentent est, en écrasante majorité, de langue française.

Il est d'ailleurs évident qu'en divisant le Canada en deux parties, l'Angleterre voulait simplement accorder à chacune des deux nationalités qui peuplent ce pays une assemblée législative qui lui soit propre. L'Angleterre a voulu deux "législatures différentes" comme l'a écrit Lord Grenville. Cette différence doit se marquer aussi bien dans la langue de l'Orateur que dans celle des députés.

Ces arguments qu'ont développés avec éloquence Messieurs Dumière, de Bonne, Bédard, Papineau, Taschereau, Duchesnay, de Rocheblave, dès la séance d'ouverture, le 17 décembre, ont emporté l'appui de la majorité. Ceux de la minorité étaient, à côté, enfantins et sans valeur. Que l'Orateur doive parler l'anglais parce que c'est la langue du roi est absurde. Le rôle de l'Orateur est justement de se distinguer du monarque. Nous respectons profondément les noms proposés par la minorité. Messieurs Grant, Mc Gill et Jordan eussent fait de bons orateurs.

La question n'est pas là. La tête de l'Assemblée devait être identique au corps de celle-ci. Elle l'est et c'est bien ainsi.



La révolte gronde à Saint-Domingue

L'agitation noire devient de plus en plus forte dans la possession française de Saint-Domingue. Le courant révolutionnaire qui déferle sur la France métropolitaine ne laisse pas indifférente cette colonie. La Législative croit avoir résolu le problème de l'esclavage en laissant aux assemblées coloniales le soin de prendre une décision.

Les Blancs n'ont pas voulu d'égalité civile ou politique avec les mulâtres. Ces derniers ont décidé de faire front commun avec les esclaves noirs. Robespierre avait prévu la coalition: "Lorsque vous aurez donné à tous les citoyens de couleur

propriétaires et maîtres, le même intérêt, déclarait-il aux membres de l'Assemblée si vous n'en faites qu'un parti, ayant le même intérêt à maintenir les Noirs dans la subordination, il est évident que la subordination sera cimentée d'une manière encore plus ferme que dans les colonies. Si au contraire, vous privez les hommes de couleur de leurs droits, vous faites une scission entre eux et les Blancs, vous rapprochez naturellement tous les hommes de couleur qui n'auront pas les mêmes droits ni les mêmes intérêts à défendre que les Blancs, vous les rapprochez, dis-je, de la classe des

L'équipe des rédacteurs est composée de Mgr Albert Tessier, M. Robbe Gilles Boulet, MM. Pierre Gravel, Jacques Lacourrière, Denis Vougeot, M. l'abbé Jean Panneau. La mise en page est due à M. l'abbé Lévis Martin.

"Boréal Express"

publié par Le Boreal Express Ltée, 466, rue Bonaventure, Trois-Rivières.

On peut en tout temps se procurer les numéros déjà parus.

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire "Boréal Express" comme objet de deuxième classe de la présente publication.

HAUTS ET BAS DE KANADÂ



KANADÂ: MES JOURS SONT COMPTÉS!



LA DIVISION DU TERRITOIRE

Une menace pour le commerce

N.D.L.R. — La lettre que nous publions plus bas nous a été envoyée de Londres le 5 janvier de l'année dernière, alors que Adam Lymburner, Écuyer, était à Londres pour représenter certains intérêts particuliers. L'importance du problème soulevé par notre correspondant nous incite à reproduire le texte, même si depuis la rédaction de la lettre la division du territoire en Haut et Bas-Canada est devenue une réalité.

En mon opinion la séparation de la Province pourroit avoir des conséquences très dangereuses à la tranquillité et sécurité de la Province — la différence de Religion et des lois civiles qu'il y aura entre les deux parties de la Province n'est pas de grande importance — les lois d'Ecosse sont presque les mêmes comme ceux de France — les Écossais ont peu de Représentants au Parlement que 45 sur 558 mais on n'a jamais entendu les Écossais se plaindre que les Acts du Parlement leur sont opprimés — Mais il faut regarder que les droits que notre législature ordonnera pour suppléer aux dépenses du gouvernement seront probablement imposés sur les importations or tout ce que les Messrs en haut auront besoin de pays forain faudra nécessairement passer par Québec et sera sujet à payer les droits établis mais peut on croire que ces Messrs seront content de contribuer aux dépenses de notre gouvernement. Cela commencera des disputes qui pourront avoir des suites très dangereuses — car Messrs) auront le commerce du Pays d'en haut dans leurs pouvoirs et peuvent nous incommoder beaucoup dans ce commerce — enfin il me parait une affaire très sérieuse, et je ne doute pas que les Comités ne pensent de même aussi quand ils l'ont bien envisagé — car il ne faut pas dans une constitution considérer que le tems (présent) passent seulement mais il faut tacher de prévoir l'avenir et éviter si on le peut les choses qui pourront tendre à des disputes et des troubles.

Adam LYMBURNER

noirs; et alors s'il y avait quelque insurrection à craindre de la part des esclaves contre les maîtres, il est évident qu'elle serait bien plus redoutable, étant soutenue par les hommes libres de couleur qui n'auraient pas le même intérêt à la répri-

mer, parce que leur cause serait presque commune".

Les récents événements ont donné raison à la clairvoyance de Robespierre: depuis le mois d'août de l'année dernière, les mulâtres et les Noirs font une lutte féroce aux Blancs.

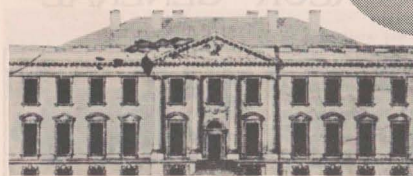
Prix de l'abonnement, \$3.00 par année (10 numéros). Pour douze (12) abonnements, au plus à la MEME ADRESSE, \$2.00 chacun. Abonnement de soutien, \$5.00. Pour abonnement et toute correspondance, on écrit à:

LE BORÉAL EXPRESS, Centre des Etudes Universitaires, C.P. 545, Trois-Rivières, Tél. 378-5112

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction réservés pour tous les pays. Réimpression typographique, Composition Québec. Imprimé à Québec, sur les presses de Repro Art Enr. Avec permission de l'Ordinaire.

LES AMÉRIQUES

FUTURE DEMEURE PRÉSIDENTIELLE



PROJET PRIMÉ

L'architecte irlandais, James Hoban, vient de voir son projet remporter la palme. C'est en effet d'après son dessin et ses plans que sera construite la future demeure du président des États-Unis, dans la nouvelle cité fédérale, située sur le Potomac.

LA BANQUE DES ÉTATS-UNIS

Victoire fédéraliste

Philadelphie — L'un des principaux projets d'Alexander Hamilton, l'établissement d'une Banque des États-Unis, est en bonne voie de réalisation. On se souvient qu'avant de sanctionner cette loi créant une banque nationale Washington avait sérieusement hésité. La loi, acceptée assez facilement par le Congrès, avait surtout remué une partie du Cabinet. Pour Jefferson en particulier, le projet paraissait tout à fait inconstitutionnel. Il soutenait en effet que l'incorporation d'une banque ne figurait pas parmi les pouvoirs spécifiquement délégués au Congrès. En adoptant la mesure préconisée par Hamilton, le Gouvernement fédéral outrepassait donc ses pouvoirs et attributions.

Washington, croit-on généralement, se rangeait plutôt de l'avis de son premier conseiller. Pourtant, il acceptait par ailleurs qu'on dût renforcer le pouvoir fédéral; il n'osa apposer son veto au projet de la loi. Il accepta, à toutes fins pratiques, le point de vue d'Hamilton qui soutenait que le droit de créer une banque pour le gouvernement fédéral était inhérent au droit de percevoir des taxes et de réglementer le commerce. Pour lui, le fin justifiait les moyens, d'autant plus que ce moyen, en l'occurrence une banque nationale, ne se trouvait pas interdit expressément par la Constitution. En réalité, il s'agissait dès lors d'une victoire des Fédéralistes sur les Démocrates-Républicains.

Les structures de la nouvelle banque s'inspirent de la Banque d'Angleterre et en font une institution à la fois publique et privée. Cependant elle en diffère en ce que les directeurs ne sont pas tous élus par les actionnaires. En effet, le gouvernement fédéral détient le cinquième des actions et délègue ses membres dans la même proportion au conseil d'administration. La Banque peut donc, selon le cas, devenir dépositaire des fonds du fédéral, fournisseur de prêts au même gouvernement et surtout jouer un rôle stimulant pour l'industrie américaine. Enfin, à ce stade-ci de ses opérations, la Banque des États-Unis espère payer des dividendes de 8 pour cent.

L'AFFAIRE JEFFERSON

Philadelphie — Plusieurs observateurs de la politique américaine croient généralement que l'opposition entre Thomas Jefferson et Alexander Hamilton tient uniquement à des ambitions personnelles. Sans vouloir nier celles-ci, il faut savoir que ces deux grands politiques se disputent de l'envergure et de désintéressement. Ils sont le reflet de deux tendances très marquées et opposées dans leurs principes.

Jefferson, comme Secrétaire d'Etat, est premier conseiller du président; pourtant il doit compter sur la grande influence et la combativité d'Hamilton dont la philosophie s'oppose impitoyablement à ses plus profondes convictions.

Ainsi tous deux affirment qu'une "aristocratie naturelle" doit gouverner; mais, contrairement à Jefferson, Hamilton croit recruter celle-ci surtout parmi les riches auxquels la liberté aurait permis des succès proportionnés à leur capacité. Tandis que Jefferson voudrait favoriser les fermiers et les propriétaires de plantations, Hamilton leur préfère les négociants ou démocrates-républicains; les autres, fédéralistes.

En somme, Jefferson et ses disciples rêvent d'une société démocratique de type agraire; ils prônent un idéal de liberté et s'en remettent à l'entreprise privée tant au niveau de l'industrie, de l'urbanisme que de la finance. Préoccupés de la santé publique, opposés à toutes mesures centralisatrices, convaincus de la bonté de l'homme, ils sont prêts à respecter les rouages de la démocratie et à obéir à la volonté populaire.

Le clan d'Hamilton, pour sa part, croit à une diversification de l'économie et à l'intervention du gouvernement au niveau de la finance, de l'industrie et du commerce. Peu confiant dans les aptitudes du peuple à gouverner, il préfère un gouvernement national fort, dirigé par un exécutif dynamique. Les uns se disent républicains ou démocrates-républicains; les autres, fédéralistes.

WASHINGTON est réélu PRÉSIDENT

Philadelphie — (Dernière heure) La compilation du vote des électeurs présidentiels vient de donner 132 voix à George Washington et 77 à John Adams. Tous deux sortent donc de la tempête des derniers mois plus forts que jamais et nantis de ce beau témoignage de confiance. George Clinton, de New York, que les antifédéralistes opposaient à Adams a recueilli 50 voix.

On s'attend maintenant à ce que Thomas Jefferson quitte le Cabinet et donne ainsi suite à l'intention qu'il a manifestée lors de sa violente polémique des derniers mois avec Hamilton. On sait que le président Washington a tenté en vain d'intervenir dans la querelle qui oppose les deux brillants politiciens.

L'ordonnance

sur les transports reste inchangée

Le Gouverneur Général, Lord Dorchester, par un Acte signé le 30 avril 1791, annonce que l'Ordonnance qui réglait le transport en voitures de poste demeure en vigueur jusqu'au premier mai de l'année prochaine.

Les maîtres de poste peuvent donc dormir sur leurs deux oreilles et les voyageurs continuer de circuler: la loi des transports ne bouge pas.

LE COMMERCE AVEC L'OUEST SANS LICENCE

Il vient d'être décidé, par ordre du Gouverneur Général, que tous les sujets de Sa Majesté qui résident dans la province du Bas-Canada peuvent faire avec l'Ouest et les pays sauvages tout commerce qu'ils désirent sans qu'il soit nécessaire pour eux de prendre une licence à cet effet.

L'Ordonnance, publiée le jeudi 14 avril de l'année dernière, accordait même la permission de faire le commerce de l'eau-de-vie avec les sauvages sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une licence.

Cette ordonnance de Lord Dorchester a pour but de faciliter et d'encourager la navigation inférieure et le commerce avec les pays de l'Ouest.

Les navigateurs qui font ce commerce demeurent cependant obligés au serment sur l'état de la cargaison et aux feuilles d'enregistrement qui doivent l'accompagner.

LES E. U. ÉTENDENT LEUR TERRITOIRE

Le Kentucky vient d'être admis dans l'Union américaine, quelques mois seulement après le Vermont. Cette expansion continuelle pose de sérieux problèmes de communications. Ainsi ces deux nouveaux états, de même que la Tennessee, ne jouissent actuellement d'aucun service postal.

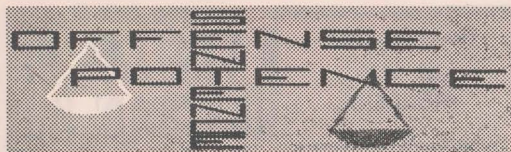
En plus des routes pour assurer le transport du courrier et son acheminement aux quatre coins du pays, on tente actuellement de développer des routes avec des postes de pique pour percevoir de minimes sommes d'argent de la part des usagers. Un certain nombre de ces routes sont actuellement projetées et déjà on travaille depuis deux ans à la construction d'un tel "turnpike" de Philadelphie à Lancaster. La route de Knoxville est aussi en construction depuis quelques mois.

Tous ces développements ne vont cependant pas sans difficultés et dans la vallée de l'Ohio en particulier, les troupes américaines ont eu à faire face aux Indiens. Le 4 novembre de l'an dernier, les troupes du Général Arthur St. Clair étaient mises en déroute par les Indiens des rivières Maumee et Wabash. Depuis le 5 mars dernier, le commandement des forces de la vallée de l'Ohio a été confié au Général Anthony Wayne.

Enfin, il convient de mentionner dans ce vaste mouvement d'expansion les découvertes toutes récentes du Capitaine Robert Gray qui, à bord du navire Columbia, a parcouru cette rivière à laquelle il a lui-même donné le nom de Columbia.

Afin cependant d'éviter aux navigateurs des aventures malencontreuses, l'Acte de 1791 n'engage plus la responsabilité de ceux-ci que pour la partie de la cargaison qui leur appartient. Il suffit, pour le reste du chargement, qu'ils s'en tiennent aux déclarations de ceux qui la leur ont confiée, pourvu, évidemment, que le commerçant soit de bonne foi.

Cet Acte de Lord Dorchester aura sûrement une grande influence sur le commerce avec les pays de l'Ouest et avec les tribus sauvages qui y résident. On doit souhaiter, pour la santé de l'économie canadienne, que ce commerce se développe de plus en plus.



Vers une réforme complète de l'organisation judiciaire

Un acte de Lord Dorchester, notre Gouverneur Général, en date du 14 avril 1791, laisse entendre que l'organisation judiciaire du Bas et du Haut-Canada pourrait être entièrement refondue à la suite du changement apporté dans la Constitution.

Dans l'Acte précité, Lord Dorchester déclare, en effet, qu'il y a raison "de croire que la condition de ce pays pourra être bientôt un sujet de réforme pour l'autorité de la Couronne et du Parlement de la Grande-Bretagne."

En attendant ce changement, le Gouverneur déclare cependant que tous les actes et ordonnances concernant l'organisation judiciaire qui étaient déjà en vigueur "continueront d'être en force jusqu'à ce qu'une plus ample provision puisse être faite pour les sujets auxquels les différents actes et ordonnances ont rapport."

Il semblerait qu'en attendant une étude plus approfondie de la question toute l'organisation judiciaire du Bas comme du Haut-Canada demeure en place. Cependant le Gouverneur dit ouvertement que des changements seront apportés d'ici peu.

LES JUGES MAINTENUS EN PLACE

Par une proclamation officielle que notre confrère "La Gazette" a publiée le 29 décembre de l'année dernière, le Roi maintient tous les juges du Bas-Canada et tous les autres employés de la fonction publique aux postes qu'ils occupaient avant la mise en vigueur de la nouvelle Constitution.

Seuls les juges de la Cour d'Appel ne sont pas touchés par la proclamation de Georges III. Tous les autres juges, les officiers judiciaires, les

employés civils, en fonction avant la nouvelle Constitution, dans le Bas-Canada, sont maintenus à leur poste.

L'exception que fait le Roi pour les juges de la Cour d'Appel vient probablement de ce que l'organisation judiciaire pour l'ensemble du Bas-Canada et du Haut-Canada, comprendra une seule cour d'appel. Rien cependant n'a été confirmé de ce côté et, dans les milieux judiciaires, les rumeurs vont bon train.

LE GOUVERNEMENT SE PRONONCE SUR LA CONSTRUCTION DES ÉGLISES

Québec — Depuis la conquête du pays, les occasions de frictions au sujet des questions religieuses furent nombreuses. Lord Dorchester, par une Ordonnance en date du 30 avril de l'année dernière, a donné tous les éclaircissements nécessaires sur la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières. L'Ordonnance stipule que l'on appliquera, pour ces sujets, les lois et coutumes en vigueur au temps des Français.

L'acte précise d'une façon claire la marche légale à suivre: "Et pourvu que nécessaire pour la tranquillité des Sujets de Sa Majesté dans cette province, de régler et fixer une manière de procéder dans chaque cas qui concernera la Construction ou la Réparation d'Églises, Presbytères, ou Cimetière — une Majorité des Habitants résidents dans l'Église Romaine dans la paroisse, présentera une requête à l'Évêque ou Surintendant de l'Église Romaine qui, après avoir émis la place par lui-même ou par son Subdélégué, donnera son mandement ou permission pour procéder à la Bâtisse ou Réparations requises, en fixant la situation, l'ordre que sera une nouvelle Église et les dimensions principales de l'Édifice; ceci étant obtenu, une Majorité d'Habitants, comme il est dit ci-dessus, présentera requête au Gouverneur ou Commandant en Chef pour le tiers d'ici, lui demandant la permission d'assembler les paroissiens et de procéder à l'élection de trois ou plusieurs Syndics par une Majorité des voix des Habitants ainsi assemblés résidents dans la paroisse; la permission du Gouverneur ou Commandant en Chef pour le tiers d'ici, étant obtenue, et l'élection des Syndics faite dans l'Assemblée de la paroisse à laquelle le Curé présidera, tout et chaque individu ainsi élu, quoiqu'il aura cinq enfants, sera tenu de l'accepter, et d'exécuter les devoirs de cette Charge, sans récompense, (...). Les Syndics ainsi élus présenteront une requête au Gouverneur ou Commandant en Chef afin d'obtenir son approbation de leur élection, et demanderont à être Autorisés à faire un état et Estimation des dépenses auxqueltes les constructions et réparations pourront monter. Et aussi un Acte de répartition ou état de ce que chaque individu, possédant des Terres dans la paroisse, sera tenu de payer et fournir."

Il va sans dire que la répartition ne vaudra que pour les sujets catholiques.

JAMES MONK revient comme PROCUREUR GÉNÉRAL

James Monk, qui avait déjà été Procureur Général de la Province de Québec de 1776 à 1783, vient d'être à nouveau nommé à ce poste.

On sait que le Procureur Général Monk a derrière lui une longue carrière dans le monde judiciaire.

Né à Boston, il étudia à Halifax, en Nouvelle-Ecosse. Membre du Barreau de Nouvelle-Ecosse, il passait en Angleterre en 1770 et accédait au Barreau anglais en 1774.

La même année, il était nommé Procureur Général de la Nouvelle-Ecosse et se faisait élire député de Yarmouth à l'Assemblée Législative de cette province.



John Wollaston (A.P.C.)

J. MONK

NOUVEAUX RÈGLEMENTS DE POLICE

Le Gouverneur Général et le Conseil Législatif ont, par un Acte daté du 14 avril 1791, décrété de nouvelles procédures concernant les règlements de police pour les villes et villages. Jusqu'ici ces règlements ne s'appliquaient qu'aux villes de Québec et de Montréal et devaient être établis par les commissaires de paix de ces villes.

Les nouvelles procédures prévoient qu'à l'avenir tous les règlements de police seront émis par une assemblée de tous les commissaires de paix et les juges de cour sommaire des districts de Québec et de Montréal. Ces règlements ne se limiteront plus aux seules villes de Québec et de Montréal mais pourront s'étendre à toutes villes et à tous villages dépendant des districts de Québec ou de Montréal et auxquels on décidera de les appliquer. L'Ordonnance du 14 avril 1791 fait cependant exception pour les villages qui ont moins de trente maisons habitées à moins que la demande en soit faite par la majorité des chefs de famille.

Ces règlements de police peuvent s'étendre à une série de sujets que l'Ordonnance précise: "les rues, les ruelles, les passages, les marchés, les cours d'eau, les canots, les nuisances, la santé des habitants, l'empêchement des accidents du feu, le taux du pain, etc." On peut aussi faire des règlements de police concernant l'exercice de la plupart des métiers, la chasse, la pêche, l'entretien des puits, etc.

Notre Anniversaire

Il y a cinq ans (1787)

La convention de Philadelphie adopte la Constitution américaine. Bernardin de Saint-Pierre publie Paul et Virginie.

Il y a dix ans (1782)

Les Loyalistes de l'Empire-Uni commencent à s'installer au Canada en fuyant la révolution américaine. Publication des Liaisons dangereuses de Laclos et des Réveries d'un promeneur solitaire de J. J. Rousseau.

Il y a quinze ans (1777)

Avec la défaite de Saratoga, le Canada cesse son intervention dans la guerre d'Indépendance américaine. Parution du Journal de Paris, premier quotidien français.

Il y a vingt ans (1772)

Décédé Jacques le Fatalliste et R. Estienne traduit le voyage du pèlerin de Bynan.

Il y a vingt-cinq ans (1767)

L'Angleterre impose une taxe sur le thé importé en Amérique. Cette décision provoque la colère des colonies anglaises d'Amérique et provoque la guerre d'Indépendance. Les Jésuites sont expulsés d'Espagne, de Naples et du Mexique.

Il y a trente ans (1762)

Pendant qu'on prépare le traité qui cédait le Canada à l'Angleterre, la Louisiane est divisée en deux parties, dont l'une est cédée par la France à l'Espagne et dont l'autre passera à l'Angleterre l'année suivante.

Il y a quarante ans (1752)

Mort du gouverneur La Jonquière, il est remplacé par le marquis de Duquesne. Voltaire présente son Micro-mégas.

Il y a cinquante ans (1742)

Guerre de la Succession d'Autriche. La France est alliée à la Prusse contre l'Angleterre et l'Autriche.

La Vérandrye poursuit son voyage vers l'ouest, il établit un fort sur la rivière Saskatchewan et, l'année suivante, il découvre les montagnes Rocheuses.

Il y a cent ans (1692)

Frontenac, après avoir sauvé Québec de l'attaque de Phipps, s'apprête à porter la guerre en pays iroquois.

Il y a cent cinquante ans (1642)

Fondation de Ville-Marie par Maisonneuve. Mort de Richelieu.

Il y a trois cents ans (1492)

Premier voyage de Christophe Colomb au Nouveau-Monde.

le BORÉAL EXPRESS

DEUX CANADAS ?

"DEUX PEUPLES..., c'est absurde!"

(Edmund Burke)



* EDMUND BURKE, membre de la royale Opposition:

"Essayer d'avoir deux peuples ayant des langues, des lois, des mœurs différentes, c'est absurde, c'est semer des germes de discord. Que la constitution qui régit les Canadiens soit basée sur leur nature même; que l'on gouverne les Anglais d'après les institutions de l'Angleterre".

* CHARLES JAMES FOX, membre de l'Opposition:

"Avec une colonie comme celle-là (le Canada), susceptible de liberté et de grands progrès, il est important qu'elle n'ait rien à envier à ses voisins (les États-Unis). Le Canada doit rester à la Grande-Bretagne par le choix de ses habitants; mais pour cela il faut que ses habitants sentent que leur situation n'est pas pire que celle de leurs voisins".

"On veut par là séparer les habitants anglais des habitants français. Ne vaudrait-il pas mieux travailler à unir les deux races en un seul tout, de manière à faire disparaître pour toujours les distinctions qui existent entre elles".

NDLR — Voici l'opinion de quelques politiciens anglais sur notre nouveau mode de gouvernement.

* WILLIAM PITT, premier ministre de la Grande-Bretagne:

"Quant à la division de la province, elle est dans une grande mesure la partie fondamentale du bill. Comme l'a dit le très honorable monsieur (Fox), il serait extrêmement désirable que les habitants du Canada fussent unis et induits universellement à préférer les lois et la constitution anglaises. La division de la province est probablement le meilleur moyen d'atteindre cet objet. Les sujets français se convaincront ainsi que le gouvernement britannique n'a aucune intention de leur imposer les lois anglaises. Et alors, ils considéreront d'un esprit plus libre l'opération et l'effet de ces lois, les comparant avec l'opération et les effets des leurs. Ainsi, avec le temps, ils adopteront peut-être les nôtres par conviction. Ceci arrivera beaucoup plus prochainement que si le gouvernement entreprenait soudain de soumettre tous les habitants du Canada à la constitution et aux lois du pays. Ce sera l'expérience qui devra leur enseigner que les lois anglaises sont les meilleures. Mais ce qu'il faut admettre c'est qu'ils doivent être gouvernés à leur satisfaction".

ON A NOYÉ LA NOUVELLE CONSTITUTION

Québec — Ceux qui, le 26 décembre de l'année dernière, assistèrent aux deux banquets organisés dans notre ville pour fêter le premier jour de la nouvelle constitution du Canada en ont gardé un souvenir plus que vivace. 165 citoyens de la Haute-Ville se réunirent à l'Auberge de Franks et levèrent leur verre plus de 23 fois pour porter autant de santés. M. Godfrey King agissait comme président de l'assemblée; M. Jacques Deschêneau père, vice-président; M. William Roxburg, secrétaire et M. Joseph Duval, assistant-secrétaire.

L'assemblée s'ouvrit vers les trois heures par un discours du président. Ce dernier déclara: "Voilà la fin arrivée cette époque si longtemps désirée et laquelle nous doit cimenter par la véritable amitié. Puisse tous les distinctions entre les anciens et les nouveaux sujets se terminer et que nous soyons unis en un seul corps, comme l'unique moyen d'assurer le bonheur et la prospérité des uns et des autres. Puisse nous témoigner notre gratitude à la Grande-Bretagne et prouver à notre Sérénissime Souverain, par un attachement inviolable à sa personne, et à son gouvernement, que nous sommes sujets fidèles et loyaux".

Un somptueux souper fut servi aux convives et vers les huit heures la compagnie se retira en paix et en tranquillité. Pendant ce temps, les citoyens de la Basse-Ville s'assemblèrent au Café des Marchands pour fêter, eux aussi, la nouvelle Constitution. Des centaines ont bu les 36 toasts loyaux et patriotiques qui suivirent: "la nouvelle Constitution"; "le Roi"; "la Reine et la famille royale"; "les lords et les Communes de la Grande-Bretagne"; "Lord Dorchester et l'Amérique britannique"; "le général Clarke et la province du Bas-Canada"; "Son Altesse royale le Prince Edouard et l'armée du Canada"; "le Colonel Simcoe et la province du Haut-Canada"; "la marine et l'armée de la Grande-Bretagne"; "nos frères citoyens assemblés à l'Auberge de Franks"; "la Constitution et puisse l'union de tous les classes des citoyens faire tomber dans l'oubli toutes les distinctions et les préjugés, faire fleurir le pays et le rendre heureux à toujours".

M. Adam Lymburner, notre agent auprès du Parlement de la Grande-Bretagne — Puisse les représentants de la Province n'avoir que le bien public à cœur; nos seigneurs, les Provinces de la Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick; que l'accord et l'union entre les deux provinces du Haut et du Bas-Canada effacent la ligne qui

les divise; "la Constitution de la Grande-Bretagne"; "la Révolution de France et la victoire de la liberté dans tout l'univers; prospérité au commerce et à la navigation des deux provinces"; "la santé des six citoyens députés vers les citoyens assemblés à l'Auberge de Franks"; puissent nos jours à venir être aussi libres et aussi heureux que le présent; "les réformes aux lois du Canada dans tous les cas où l'avantage de l'empire britannique le requerra"; "de l'argent comptant et de la santé"; "puisse le succès de l'agriculture nous procurer l'abondance de bons vins"; "liberté de conscience"; "l'abolition du système féodal"; "puisse la distinction d'anciens et de nouveaux sujets être ensevelie dans l'oubli et que la dénomination de sujets canadiens existe à toujours (ce toast a été bu avec trois acclamations générales trois fois répétées et toute la compagnie s'est prise par la main); "aux comités de Montréal qui, conjointement avec les comités de Québec, ont soutenu l'adresse de 1784 pour obtenir l'Acte au sujet duquel nous nous réjouissons aujourd'hui"; "puisse l'agriculture faire fleurir le commerce, que le commerce soutienne l'agriculture"; "puisse l'union et la paix régner parmi les citoyens de Québec et ceux qui sont destinés à

habiter avec eux; puissent l'union prévaut, les distinctions cesser et chaque individu faire ses plus grands efforts pour concourir au bien public; puissent tous ceux qui sont assemblés pour célébrer ce jour mémorable vivre longtemps pour jouir du bonheur qu'ils espèrent et qu'ils ont droit d'en attendre; puissent l'union par nous et l'attachement à la Mère Patrie prouver notre reconnaissance des faveurs qui nous sont accordées; "la bénédiction du peuple"; "que la liberté s'étende jusque à la Baie d'Hudson"; "puisse l'événement du jour porter un coup mortel aux préjugés contraires à la liberté civile et religieuse et au commerce; "des jours d'aisance et des nuits de plaisir sous la nouvelle Constitution".

Faute de sujets à célébrer ou faute d'eau-de-vie, les citoyens de la basse ville de Québec ont fait la nouvelle Constitution avec sans doute plus de modestie. Ce sont les vingt séminaristes qui, à la fin de leur banquet particulier, n'ont porté que trois santés, la première à notre gracieux Souverain, la seconde au Parlement et la dernière à la Constitution.

BAS-CANADA

Québec — Le public qui, depuis le 22 décembre dernier, peut assister aux délibérations des membres de l'Assemblée législative, a été frappé par la façon de discuter des députés. La majorité des membres de l'Assemblée en sont à leur première expérience parlementaire et, jusqu'ici, ils s'en sont tirés avec brio.

ON PRÊTE SERMENT

Lundi le 17 courant les deux Chambres de la Législature s'assemblèrent, conformément à la Proclamation Royale, et les membres de chacune furent assermentés par MM. Williams, juge des Plaidoyers Communs, Pierre Panet, conseiller exécutif, et James Monk, avocat général. Le cérémonial d'assermentation des nouveaux députés eut lieu vers onze heures du matin. Seize députés prêtèrent le serment en langue anglaise devant le juge Jenkin Williams. Le député du comté de Richelieu, Pierre-Guillaume Guérin, de la religion réformée, prêta le serment avec les quinze députés anglais. Quant aux députés de langue française, ils prêtèrent ensuite le dit serment devant le commissaire Pierre Panet.

Après cette cérémonie, le huissier à la Verge noire, William Boutillier, demanda à la Chambre de se rendre à la salle de délibération du Conseil législatif rencontrer le lieutenant-gouverneur. Le Major Général Alured Clarke leur fit le discours suivant: "L'usage du Parlement et les affaires que vous allez entreprendre exigent que vous ayez un Orateur, ma volonté est que vous retourniez à votre Chambre, que vous fassiez le choix d'une personne convenable pour remplir cette charge et que vous me la présentiez jeudi prochain à midi, auquel temps je vous ferai connaître mes raisons pour convoquer à présent l'Assemblée". Le discours du lieutenant-gouverneur prononcé en anglais et le commissaire Panet se chargea de présenter le discours en français.

Les membres de la Chambre retournèrent à leur salle. M. Phillips, le secrétaire de l'Assemblée, s'assit au haut de la table, au-dessous du siège de l'Orateur.

PREMIÈRE QUESTION:

QUI SERA L'ORATEUR?

Le député James McGill se leva et observa que plusieurs des membres n'étaient arrivés que depuis peu en ville et qu'en conséquence avaient eu peu de temps pour s'instruire et se préparer dans une affaire si nouvelle en ce pays et si importante à l'honneur et à la dignité de cette branche de la Législature, si intéressante à toute la société; et que le lieutenant-gouverneur ayant donné du temps pour délibérer, il regardait comme nécessaire, avant de faire un choix, que la Chambre s'ajournât mercredi le 19, à 10 heures de l'avant-midi. Il fut appuyé par John Young.

M. DeBonne dit que les membres avaient été informés de l'intention de s'assembler dans cette Chambre ce jour-là et qu'on ne pouvait pas supposer qu'ils ne fussent pas préparés à dire qui devait être leur Orateur; que conséquemment, il était d'opinion que la Chambre procédât immédiatement à l'élection.

M. John Lees considéra la motion de M. McGill comme nécessaire et à propos, qu'on ne devait pas procéder sur une affaire de si grande importance sans une mûre délibération de la part de tous les membres. M. James Walker déclara qu'il n'était pas préparé, qu'il était arrivé si tard qu'il n'avait pas eu le temps de s'instruire, ni de communiquer avec les autres membres. Il vota en conséquence pour la motion. M. Robert Lester observa que, quoiqu'il résidât en ville, il n'était pas encore entièrement décidé relativement à la personne que l'on devait élire. La majorité parut alors favorable à l'ajournement, mais M. Jean-Antoine Panet fit une motion en amendement pour que "mardi" fut substitué au mot "mercredi". La motion amendée fut passée par une division de 28 contre 19.

PREMIER CONTACT

JOURNAL DE LA CHAMBRE

LE BILINGUISME
DE M. J.-A. PANET

MARDI, le 18 décembre

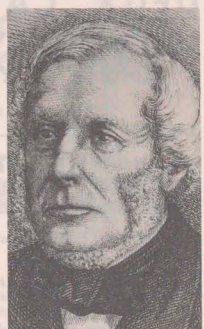
La séance débuta à dix heures par la lecture de l'ordre du jour par le secrétaire. M. Louis Dunière, député de Herford, fit motion que Jean-Antoine Panet soit élu Orateur de la Chambre. M. DeBonne appuya la motion en affirmant qu'il était parfaitement convaincu que M. Panet était la personne la plus convenable pour remplir la charge d'Orateur; qu'il avait considéré le caractère et les qualités des différents membres et que, sans faveur ni affection, il avait suivi sa conscience, et au meilleur de son jugement, secondé la motion. Que M. Panet possédait à fond la connaissance des lois municipales de la Province, ce qui le qualifiait particulièrement pour cette charge et qu'il ne doutait point qu'il la remplirait avec honneur pour lui-même et à l'avantage de la province.

M. McGill, n'étant pas du même avis, proposa que M. William Grant, représentant de la Haute-Ville de Québec, soit élu Orateur de la Chambre. Il dit qu'il n'objectait pas contre la capacité des autres membres proposés et qu'il n'avait aucune prédilection pour aucun membre, si non qu'il était convaincu de la capacité de M. Grant à remplir cet office avec dignité, propriété et avantage pour le public; qu'une qualité essentielle à l'Orateur doit être une parfaite connaissance des langues française et anglaise, sans laquelle, dans cette Chambre, où quelques uns des membres n'entendent point l'anglais, et d'autres ne parlaient point le français, sans la prompte intervention de l'Orateur pour expliquer, les affaires seraient retardées, et quelques fois résolument arrêtées. Que si, dans la communication entre l'Orateur et le Représentant du Roi, un interprète était nécessaire, ce serait l'interprète qui serait l'organe de M. Panet et les qualités de M. Grant à cet égard étaient également bien connues; que le dernier avait avant de connaître que ce soit de la part des lois du pays et qu'en conséquence d'une longue résidence en cette Province, il en connaissait bien les intérêts locaux; que sa situation précédente dans le service du Gouvernement lui donnait une connaissance et une routine des formes requises pour conduire les affaires publiques; qu'enfin preneur, toutes ses qualités réunies ensemble, il le considérerait comme le plus propre à remplir la charge d'Orateur de la Chambre.

M. Dambourges appuya la motion de M. McGill. M. Pierre Bédard dit que M. J.-A. Panet savait assez la langue anglaise pour conduire les affaires publiques.

UN CANADIEN
PEUT-IL
ÊTRE BILINGUE?

Un autre député de langue anglaise, John Richardson, observa que ce n'était pas une légère connaissance de l'une ou de l'autre langue qui pouvait rendre l'Orateur capable de faire justice à la Chambre par des explications nouvelles entre les orateurs, en traduisant les motions en autres papiers, dont les communications avec le Représentant du Roi, que les transactions entre l'Orateur et le Représentant du Roi devaient être dans la langue de l'Empire auquel nous avons le bonheur d'appartenir, quelque fut la langue dans laquelle se fissent les débats dans la Chambre, que nous étions tous Anglais et Canadiens, et ne pouvions reconnaître nulle autre distinction et que nous devions considérer le pays d'où nous tirons notre appui et notre protection, et auquel nous sommes tenus par tous les principes de reconnaissance et d'intérêt comme notre guide et notre exemple donc toutes nos vues et nos procédés.

Pierre
Louis
PANET"BIENTÔT
NOUS
PARLERONS
TOUS
ANGLAIS"

(A.P.C.)

Pierre-Louis Panet se leva et dit: "Je dirai mon sentiment sur la nécessité que l'Orateur que nous allons choisir possède également les deux langues. Dans laquelle doit-il s'adresser au gouverneur? serait-ce dans la langue anglaise ou française? Pour résoudre la question, je demande si cette colonie est ou n'est pas une colonie anglaise? Quelle est la langue du Souverain et de la Législature dont nous tenons la constitution qui nous rassemble aujourd'hui? Quelle est la langue générale de l'Empire? Quelle est celle d'une partie de nos citoyens? Et quelle sera celle de l'autre et de toute la province en général à une certaine époque? Je suis Canadien, fils de Canadien; ma langue naturelle est le français. Car grâce à la division toujours subsistante entre les Canadiens et les Anglais depuis la cession du pays, je n'ai pu servir qu'imparfaitement la langue de ces derniers. Ainsi mon témoignage n'est pas suspect. Ainsi je dirais qu'il y a une nécessité absolue pour les Canadiens d'adopter avec le temps la langue anglaise. Seul moyen de dissiper la répugnance et les soupçons que la diversité de langage entretiendra toujours entre deux peuples réunis par les circonstances et forcés de vivre ensemble. Mais en attendant cette heureuse révolution, je crois qu'il est de la décence que l'Orateur dont nous ferons le choix puisse exprimer dans la langue anglaise lorsqu'il s'adressera au représentant de notre Souverain."

MM. DeBonne et Dunière demandèrent que la question fut mise aux voix immédiatement. Mais le député Jordan s'objecta:

"Nous avons, dit-il, assez de temps devant nous, et je pense qu'il est nécessaire que tous les membres qui souhaitent exprimer leurs sentiments sur ce sujet aient le temps de le faire."

DES OBJECTIONS,
DES OBJECTIONS,
ENCORE DES...

M. Young dit qu'il était essentiel, dans les qualités nécessaires pour un Orateur, qu'il connût les lois du Parlement, sans quoi cette Chambre allait procéder aux affaires sans règles pour la guider; et que, dérivant sa forme et ses droits comme une branche de la Législature du Parlement de la Grande-Bretagne, elle n'en pouvait connaître d'autres que ceux établis par le Parlement, jusqu'à ce qu'elle eut occasion de les changer ou de les adapter à ses circonstances locales. Mais que, ni à présent ni dans la suite, on ne se pouvait passer d'un Orateur qui les connaît. Que néanmoins, quelque grands que fussent les talents du membre qui venait d'être proposé, il ne pouvait acquiescer cette connaissance sans posséder parfaitement la langue anglaise. Comme l'Orateur proposé, c'est-à-dire M. J.-A. Panet, manquait de cette qua-

AVEC LE PARLEMENTARISME

D'ASSEMBLÉE

lité, quelque bonnes que fussent ses intentions, il ne pouvait les appliquer aux objets de règlement et de débat et faire justice à ceux qui seraient occasionnellement appelés à l'ordre, ou en expliquant, comme il était de son devoir, les arguments des différents orateurs de l'un et l'autre côté de la question; que, comme il avait déjà été observé, ce défaut le priverait aussi d'être l'organe de la Chambre dans ses communications avec le Représentant du Roi; que la connaissance des lois générales du pays était peut-être moins nécessaire que celle des lois du Parlement, mais qu'il était aussi à désirer que l'Orateur possédât aussi la première; que M. Panet en avait acquis la connaissance au Barreau et qu'il s'était nécessairement appliqué à la pratique; que M. Grant avait acquis les siennes comme un juge sur le siège et que, par sa routine et son état, il les considérait sous les points de vue applicables aux intérêts tant des biens fonds que du Commerce, et que la connaissance qu'il en avait jointe à son application aux fonctions de cette charge, la facilité avec laquelle il parlait et écrivait les deux langues et son habitude à conduire les affaires publiques mettraient les membres en état de juger, lorsqu'ils auraient dûment considéré des objets, lequel de ces deux messieurs devait être l'Orateur.

M. J.-A. Panet observa que le Roi d'Angleterre parlait toutes les langues et faisait des traités avec toutes les nations dans leur propre langage ainsi qu'en anglais; que Jersey et Guernessey étaient français et que l'objection fondée sur le langage d'un membre ne pouvait l'empêcher d'être Orateur; que cependant, ne considérant que ses talents, il ne désirait pas la charge et que sans doute on pouvait en trouver d'autres mieux qualifiés que lui.

M. Joseph Papineau dit que nous avions sans doute le bonheur de composer une branche de l'empire britannique, mais qu'on ne pouvait pas supposer qu'aucun Canadien dût être privé de ses droits parce qu'il n'entendait pas l'anglais. Il remarqua que des objections existaient contre l'élection de M. Grant à son poste de député et que cela constituait une objection à son choix comme orateur.

M. Grant répliqua qu'aucune objection majeure existait contre son élection et il suggéra M. McGill pour occuper le poste d'Orateur. Après plusieurs discussions, le même député demanda l'ajournement, mais cette demande fut rejetée.

LES ASPIRANTS
EN LICE

La Chambre était alors en présence de quatre propositions:

* J.-Antoine Panet: proposé par Louis Dunière et appuyé par P.-A. DeBonne.

* William Grant: proposé par James McGill et appuyé par Fr. Dambourges.

* James McGill: proposé par John Lees, et appuyé par William Grant.

* Jacob Jordan: proposé par James Walker et appuyé par Thomas Coffin.

Le greffier décide de faire voter l'ajournement. Seul le député Grant vote en faveur. Les députés ont alors à se prononcer sur la question suivante: "Est-ce le plaisir de cette chambre qu'Antoine Panet, Ecuyer, en soit nommé l'Orateur?". 28 représentants répondent dans l'affirmative, 18 dans la négative.

Nous avons cherché à savoir pourquoi quatre députés n'avaient pas usé de leur droit de vote: J.-A. Panet n'a pas voté parce qu'il était concerné par le vote; le chevalier Guillaume de Lorimier était absent; François-Antoine Laroque est décédé avant le début de la session et la cinquantième voix aurait été celle d'ignace Michel-Louis de Salaberry qui représente deux comtés, mais qui n'a voté qu'une seule fois.



LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DU BAS-CANADA

C.A. HUOT (A.P.C.)

PREMIER BILL
INTRODUIT

* Jeudi, le 20 décembre.

La Chambre des Députés présente l'Orateur au lieutenant-gouverneur qui l'accepte. Au nom de la Chambre, J.-A. Panet fit au major-général Clarke les demandes suivantes: 1) la liberté de parler et autres privilèges et libertés usités dans la Chambre des Communes; 2) que les procédés des députés soient interprétés favorablement. Ce que dit l'Orateur ne doit pas être pris en mauvaise part et que cela soit imputé à son ignorance et non à l'Assemblée. 3) que les députés puissent avoir, si besoin, accès à la personne du lieutenant-gouverneur. Ce dernier accéda aux trois demandes de l'Orateur puis prononça un discours en langue anglaise. Pierre Panet traduisit ensuite le discours en français.

De retour à leur salle de délibérations, les députés entendirent la première lecture d'un bill introduit par M. Grant, "pour prévenir les inconvénients qui pourraient résulter par la cessation de certaines ordonnances temporaires passées par le lieutenant-gouverneur et le Conseil Exécutif".

FINI
LE HUIS-CLOS

* Vendredi, le 21 décembre.

Le député Gabriel-Elzéar Taschereau suggéra de laisser entrer autant de personnes que peut en contenir la salle, car, depuis le début, le public ne pouvait pas assister aux délibérations.

Chaque fois que l'on doit voter, ceux qui sont en faveur de la proposition se rangent à droite de l'Orateur; ceux qui sont contre se rangent à sa gauche.

UN AUTRE PROBLÈME:

LE BILINGUISME
DES TEXTES

* Samedi, le 22 décembre.

La séance a été brève. On a réglé la question des communications entre la Chambre d'Assemblée et le Conseil législatif. On procéda ensuite à la lecture du projet d'adresse au lieutenant-gouverneur. Ce projet est accepté. Le député de langue anglaise Jordan propose que l'adresse soit lue dans les deux langues. Ce qui est accepté. Immédiatement après cette prise de position, les portes de la salle furent ouvertes pour la première fois à un public assez nombreux venu pour assister aux délibérations.

* Lundi, le 24 décembre.

Le point important de la journée est la proposition de Jacob Jordan qui fut acceptée à l'unanimité: "Que l'adresse qui doit être présentée à son Excellence le lieutenant-gouverneur soit écrite sur parchemin, en deux colonnes, l'une anglaise et l'autre française, et signée au milieu par l'Orateur".

* Mercredi, le 26 décembre.

A midi, la Chambre se rend au Château St-Louis présenter l'adresse au lieutenant-gouverneur. Le sergent d'armes, portant la masse, précède les membres. L'Orateur fit l'adresse en français et un membre traduit en anglais.

* Jeudi, le 27 décembre.

Problème épineux que celui dont on entreprend la discussion: dans quelle langue seront rédigées les minutes de l'Assemblée. M. Grant, appuyé par le député Young, propose que le journal de la Chambre "soit dans la langue anglaise, comme étant nécessaire pour le registre original et que des traductions des dits journaux soient faites dans la langue française pour l'usage de ceux qui le désirent". M. Papineau, appuyé par M. Robichaud, propose d'ajouter après les mots "soit dans la langue anglaise", les mots "ou en français". Cette proposition est acceptée sur une division de 21-14.

M. Grant fait alors une nouvelle proposition qui est acceptée par un vote de 21 contre 15. Par cette motion, la Chambre accepte que le journal de l'Assemblée "soit en anglais ou en français, tel qu'il a été entré dans les minutes originales, sans que cela fasse une règle pour l'avenir".

Nous sommes portés à croire que cette question de la langue sera à l'origine d'un orageux débat qui devrait avoir lieu au retour de la Chambre en janvier prochain.

Exclusif au Boréal-Express et à la Gazette de Québec

NOS DÉPUTÉS
COMMENCERAIENT-ILS
DÉJÀ
À
DÉSINTÉRESSER?

Québec — Est-ce l'atmosphère des fêtes ou l'ennui qui est cause de la désertion soudaine de la salle des délibérations? Nos députés ne se sont pas fait un devoir d'assister aux débats ces derniers jours.

Jeudi dernier, le 27, près d'une quinzaine de députés étaient absents. Lorsque le vote fut pris pour la dernière fois, cette journée-là, seulement VINGT représentants sur QUARANTE-HUIT étaient présents.

Où étiez-vous donc messieurs les absents?

BAS-CANADA

NOS DÉPUTÉS

John BARNES: député du bourg de William-Henry. D'après les quelques renseignements que nous avons réunis, c'est un loyaliste qui émigre au Canada, lors de la guerre de l'indépendance américaine. Il a déjà occupé plusieurs postes tant dans l'ordre militaire que judiciaire. Il est quartier-maître général pour la région des Grands Lacs. Il demeure place d'Armes à Soré. En plusieurs circonstances, il a manifesté sa loyauté à notre Souverain.

Pierre Stanislas BEDARD: député de Northumberland. Originaire de Charlebourg, M. Bédard est âgé de 30 ans. Depuis deux ans, il pratique le droit à Québec. Il s'est déjà prononcé contre un changement possible dans la tenure des terres. Il sait s'affirmer avec vigueur. Excellent orateur.

René BOILEAU: député de Kent. Le nouveau député, âgé de 38 ans, est né à Chambly. "Un des trois commissaires appelés à présider la Cour des Requêtes, créée pour la juridiction de St-Jean". Il fut un certain temps major de la milice.

Nicolas-Gaspard BOISSEAU: député de l'île d'Orléans. Un des plus jeunes députés de la présente assemblée, il n'est âgé que de 27 ans. Il exerce la fonction de notaire depuis l'année dernière. Pendant cinq ans, il a travaillé comme commis aux greffes des Cours des Plaidoyers Communs et des Prévôtés du district de Québec. Il aime beaucoup rimer dans ses temps libres.

Jean BOUDREAU: député de Hampshire. Il est d'origine acadienne. En 1757, alors qu'il n'est âgé que de dix ans, sa famille va s'établir à Deschambault. Il exerce le métier de navigateur.

Benjamin CHERRIER: député de Richelieu. Fils du notaire François-Pierre Cherrier, il est arpenteur à St-Denis-sur-Richelieu. Il est âgé de 35 ans et est célibataire.

Thomas COFFIN: député de St-Maurice. Loyaliste né à Boston en 1762. Il a épousé la fille d'un grand seigneur canadien, Marie-Marguerite de Tonnancour. Il était, l'année dernière, shérif des Trois-Rivières. Seigneur de la Pointe-du-Lac, de Gatinou et d'une partie de Raquetallade. Bien que protestant, sa générosité pour les catholiques est connue de tous.

François DAMBOURGÈS: député de Devon. François qui vint s'établir au pays immédiatement après la signature du traité de Paris en 1763. Ce commerçant de St-Thomas de Montmagney s'est brillamment distingué lors du siège de Québec, en 1775, ce qui lui a mérité un poste à l'armée. Il est actuellement colonel dans la milice "pour toute la côte sud du fleuve, dans le district de Québec". Il est âgé de 30 ans. Il s'est fait remarquer par l'élément français de la population pour avoir voté contre Panet.

Pierre-Amable DE BONNE: député de York. Avocat âgé de 34 ans, il est connu depuis 1784 par son opposition à l'établissement d'une Chambre d'Assemblée dans le Bas-Canada. Il est considéré actuellement comme un des meilleurs juristes de langue française. On l'a d'ailleurs consulté, en janvier dernier, sur l'administration de la justice à la Cour d'Appel.

Jean DIGÉ: député de Cornwallis. Né en France en 1736, Digé, qui habite à Ste-Anne-de-la-Pocatière, est un navigateur.

Antoine-Juchereau DUCHESNAY: député de Buckinghamshire. Il a participé à la guerre contre Peniac et les insurgés. Il est un des rares seigneurs à s'être prononcé, en 1784, en faveur de l'établissement d'une Chambre d'Assemblée. Il est âgé de 52 ans.

Joseph DUFOUR: député de Northumberland. Seigneur de l'île-aux-Coudres et agent du Séminaire de Québec, il s'est opposé au projet d'une Chambre. Remarquable surtout par sa grandeur, il mesure sept pieds. On a dû lui faire à nouveau prêter serment vu que le greffier croyait qu'il s'appelait, d'après sa signature, Joseph Drew. Il est âgé de 48 ans. On l'a surnommé "LE GRAND BONA".

Louis DUNIERE: député de Hertford. Le doyen de nos représentants est âgé de 69 ans. M. Dunier est un marchand assez important de la ville de Québec. Il est co-propriétaire d'une pêcherie sédentaire sur les côtes du Labrador. Il est un des membres fondateurs de la Société d'Agriculture de Québec. On le dit assez lié avec la classe marchande de la capitale.

Georges-Hippolyte Lecompte DUPRE: député d'Huntingdon. Ce Montréalais, âgé de 54 ans, a presque été élu député malgré lui. Il s'était déjà prononcé contre des modifications possibles à l'Acte de Québec.

Jean-Baptiste DUROCHER: député de Montréal-Ouest. Âgé de 38 ans, il s'est distingué dans le commerce des fourrures. Lui aussi s'était opposé à l'actuel d'une Chambre d'Assemblée pour le Bas-Canada en 1784. Il a été élu marguillier, il y a trois ans.

Joseph FROBISHER: député de Montréal-Est. Un des principaux personnages du commerce des fourrures. Il fait partie du groupe fondateur de la Compagnie du Nord-Ouest. Secrétaire du Beaver Club et principal associé de Simon McTavish, il est né en Angleterre, en 1740. Il s'est déjà illustré par quelques découvertes géographiques importantes.

William GRANT: député de la Haute-Ville de Québec. D'origine écossaise, il est un des hommes d'affaires les plus importants de Québec. Il a occupé plusieurs postes dans l'administration. Il a été assistant du receveur-général de la province, membre du Conseil Privé et du Conseil législatif. Président du Club Constitutionnel. Il a déjà été accusé de détournements de fonds publics. Il est âgé de 48 ans.

Pierre-Guillaume GUEROUT: député de Richelieu. Bien qu'il soit de longue française, ce marchand de St-Denis a prêté le serment en anglais. Il est vrai qu'il est de religion protestante. Il est âgé de 41 ans.

Jacob JORDAN: député d'Effingham. Il est né en Angleterre en 1741. Marchand important de Montréal, il est aussi seigneur de Terrebonne et de Lachenais.

Hubert-Joseph LACROIX: député d'Effingham. Âgé de 49 ans, marchand, il occupe le poste de juge de paix pour le district de Montréal.

François-Antoine LAROCQUE: ex-député de Leinster. Le marchand LaRocque est décédé à l'Assomption, le 31 octobre dernier, de sorte que le siège est actuellement vacant.

Pierre-Paul Margane de LAVALTRIE: député de Warwick. Né à Montréal, en 1743, il est membre d'une ancienne famille canadienne. Il vient d'être promu major. Son adversaire, James Cuthbert, veut contester son élection.

John LEES: député de la ville des Trois-Rivières. Marchand d'origine écossaise, il est actuellement co-propriétaire des Forges St-Maurice. Il est âgé de 52 ans.

Pierre LEGRAS-PIERREVILLE: député de Kent. Il est âgé de 54 ans.

Robert LESTER: député de la Basse-Ville de Québec. Il est âgé de 46 ans. Il est arrivé au pays avec les troupes anglaises.

Guillaume de LORIMIER: député de Huntingdon. Membre d'une importante famille canadienne. Il est né en 1744.

Michel Chartier de LOTBINIERE: député de York. Fils du marquis de Lotbinière, il a pris une part active à la défense du pays lors de l'invasion américaine. Il est âgé de 44 ans.

David LYND: député du Comté de Québec. Il est actuellement greffier de la paix à Québec. Il a occupé jusqu'au 4 avril dernier le poste de coroner de la ville de Québec. Il est un des propriétaires du pont Dorchester. Son âge: 47 ans.

Matthew MACNIDER: député de Hampshire. Il est né en Ecosse, en 1725. Propriétaire d'une partie des seigneuries de Grandines et de Pointe-aux-Ecureuils.

François MALHOT: député de Surrey. Marchand demeurant à Verchères, il est âgé de 59 ans.

Pierre MARCOUX: député de Hertford. Capitaine d'une compagnie, lors du siège de Québec. Il est né en 1757.

George MCBETH: député de Leinster. Un des membres fondateurs de la Compagnie du Nord-Ouest. Il vient de vendre une de ses parts à Alexander MacKenzie, le célèbre explorateur. Il est aussi à l'origine du Beaver Club. Il est né en Ecosse en 1740 et est passé au Canada immédiatement après la conquête. Il demeure actuellement à l'Assomption.

James MCGILL: député de Montréal-Ouest. Important marchand de Montréal. Il est né à Glasgow en 1744. Sa participation à la vie politique de la cité est plus qu'active. Il s'est fait le défenseur et le promoteur de l'idée de la nécessité d'une Chambre d'Assemblée. Il a plusieurs fois pris la parole depuis le début de la présente session.

Edward O'HARA: député de Gaspé. Le benjamin des députés: il n'est âgé que de 25 ans.

Louis OLIVIER: député de Warwick. Il est âgé de 34 ans et demeure à l'île Dupas.

Bonaventure PANET: député de Leinster. Marchand à l'Assomption. Il est âgé de 27 ans.

Jean-Antoine PANET: député de la Haute-Ville de Québec. Avocat, il a fait partie de la commission nommée par le gouverneur Dorchester pour étudier la question des biens des Jésuites. Il s'était d'abord présenté dans la Basse-Ville de Québec, mais sans succès. Il a ensuite tenté sa chance dans la Haute-Ville et, là, il fut choisi. Il est âgé de 41 ans.

Pierre-Louis PANET, le frère du député de l'Orateur. Avocat. Malgré son jeune âge, il est connu pour avoir voté contre son

Joseph PAPINEAU: Montréal. Notaire distingué lors de la révolution de 1837. Depuis plusieurs années, il est député de la Haute-Ville de Québec. On en a vu un des piliers de la

Augustin RIVARD: député de Yamachiche en 1742.

Philippe-François BLAVIER: député de la Haute-Ville de Québec. Il a servi la France et dans l'armée espagnole. La Révolution, il s'est éab

John RICHARDSON: Co-propriétaire de l'île de St-Jean, de Montréal. Son âge, 37 ans.

J.-B.-M. Hertel de Bedford. Né aux Trois-Rivières, en France, il a participé à la défense de l'invasion américaine.

Nicolas-Gauche de Trois-Rivières. Il est député pour le district des Trois-Rivières.

Ignace-Michel Louis SALABERRY: député de la Haute-Ville de Québec. Il est âgé de 40 ans. Il semblerait testerait son élection.

Gabriel-Éléazar TASCHE: député de la Haute-Ville de Québec. Ex-juge des Fiefs, il est âgé de 41 ans.

James TOD: député de la Haute-Ville de Québec. Il est âgé de 50 ans.

Jos-Marie Godefroy de Buckinghamshire. "Agréé de St-Michel-d'Yamachiche" par l'université de

James WALKER: député de la Haute-Ville de Québec. Né en Angleterre, il est connu pour l'établissement de la

John YOUNG: député de la Haute-Ville de Québec. Il est âgé de

MAJORITÉ ANGLAISE AUX

CONSEILS
LÉGISLATIF ET EXÉCUTIF
DU
BAS-CANADA

Chers lecteurs du Boréal,

Le Boréal-Express nous arrive encore en retard, nous direz-vous. Le numéro inclus est la raison principale de ce retard. Pour la première fois, le Boréal contient 24 pages. Devant l'abondance de matières et l'importance du sujet à traiter, nous avons préféré publier un numéro spécial. Il en sera de même pour le numéro de juin qui portera sur les Troubles de 1837. Pour ce numéro, nous pourrions encore une fois disposer d'un 24 pages, de sorte que le nombre total de pages pour l'année sera quand même de 160. Personne n'y perdra et nous, nous pourrions aborder avec plus d'espace la question du début du parlementarisme au pays et celle des Troubles.

Le fait d'avoir changé d'imprimeur nous permettra peut-être de reprendre la régularité de parution. Du moins, nous l'espérons. Les dates des 8 prochains numéros sont les suivantes: 1796, 1805, 1810, 1814, 1822, 1828, 1834, 1837. Nous commencerons l'année 1966-1967, par un numéro consacré à l'Acte d'Union.

Nous songeons à organiser pour l'été prochain un voyage en Europe, voyage qui sera un genre de pèlerinage historique. Nous visiterons, entre autres, les principaux endroits de France et de Grande-Bretagne reliés à l'Histoire du Canada. De Gènes, lieu probablement d'origine du prétendu découvreur de l'Amérique, aux plages de débarquement de Dieppe, sans oublier, Londres, Plymouth, Portsmouth, Gloucester, etc.

Nous vous ferons parvenir d'ici quelque temps un dépliant donnant le trajet détaillé, le coût et les conditions. D'ici ce temps-là, nous vous laissons savourer (nous l'espérons) la lecture du numéro inclus.

Meilleures salutations,

L'Equipe,
Jacques Lacoursière,
secrétaire.

P.S. Veuillez prendre note du changement de notre numéro de case postale: 500. Merci!

BAS-CANADA

NOS DÉPUTÉS

John BARNES: député du bourg de William-Henry. D'après les quelques renseignements que nous avons réunis, c'est un loyaliste qui émigra au Canada, lors de la guerre de l'indépendance américaine. Il a déjà occupé plusieurs postes tant dans l'ordre militaire

Antoine-Juchereau DUCHESNAY: député de Buckinghamshire. Il a participé à la guerre contre Pontiac et les insurgés. Il est un des rares seigneurs à s'être prononcé, en 1784, en faveur de l'établissement d'une Chambre d'Assemblée. Il est âgé de 52 ans.

Pierre-Paul Margane de LAVALTRIE: député de Warwick. Né à Montréal, en 1743, il est membre d'une ancienne famille canadienne. Il vient d'être promu major. Son adversaire, James Cuthbert, veut contester son élection.

puté de la ville des Trois-ond d'origine écossaise, il est propriétaire des Forges St-égé de 52 ans.

HERREVILLE: député de Kent. Il

puté de la Basse-Ville de 46 ans. Il est arrivé au roupes anglaises.

IRIMIER: député de Huntingdon importante famille canadienne

r de LOTBINIERE: député de arquis de Lotbinière, il a pris à la défense du pays lors de ricaine. Il est âgé de 44 ans.

puté du Comté de Québec. Il est ffier de la paix à Québec. Il a 4 avril dernier le poste de cora Québec. Il est un des proprié-orchestre. Son âge: 47 ans.

NIDER: député de Hampshire, cosse, en 1725. Propriétaire es seigneuries de Grandines x-Ecouils.

IT: député de Surrey. Marchand rnières, il est âgé de 59 ans.

IX: député de Hartford. Capit-mpagnie, lors du siège de é en 1757.

TH: député de Leinster. Un des urs de la Compagnie du Nord- vendre une de ses parts à Centie, le célèbre explorateur, gine du Beaver Club. Il est né en et est passé au Canada immé- la conquête. Il demeure actuel- plion.

puté de Montréal-Ouest. and de Montréal. Il est né à 44. Sa participation à la vie cité est plus qu'active. Il s'est ur et le promoteur de l'idée d'une Chambre d'Assemblée, fois pris la parole depuis le sente session.

puté de Gaspé. Le benja- il n'est âgé que de 25 ans.

puté de Warwick. Il est et demeure à l'île Dupas.

NET: député de Leinster. Mar- tion. Il est âgé de 27 ans.

Jean-Antoine PANET: député de la Haute-Ville de Québec. Avocat, il a fait partie de la commission nommée par le gouverneur Dorchester pour étudier la question des biens des Jésuites. Il s'était d'abord présenté dans la Basse-Ville de Québec, mais sans succès. Il a ensuite tenté sa chance dans la Haute-Ville et, là, il fut choisi. Il est âgé de 41 ans.

Pierre-Louis PANET, député de Cornwallis. Il est le frère du député Bonaventure Panet et cousin de l'Orateur. Avocat de Québec, né en 1761. Malgré son jeune âge, il a fait le coup de feu contre les insurgés. Il s'est fait remarquer pour avoir voté contre son cousin.

Joseph PAPINEAU: député du comté de Montréal. Notaire public et arpenteur, il s'est distingué lors de l'invasion américaine. Depuis plusieurs années, il a prôné la nécessité d'une Chambre d'Assemblée pour les Canadiens. On croit qu'avec Bédard il sera un des piliers de la cause canadienne. Il est âgé de 40 ans.

Augustin RIVARD: député de St-Maurice. Né à Yamachiche en 1743.

Philippe-François de Rostel de ROCHE-BLAVE: député de Surrey. Né en France en 1727, il a servi tour à tour dans l'armée française et dans l'armée anglaise. Il aurait même été un certain temps au service des Espagnols. La Révolution américaine terminée, il s'est établi à Varennes.

John RICHARDSON: député de Montréal-Est. Co-propriétaire de la firme Forsyth, Richardson & Co, de Montréal. Il revient d'Ecosse, son pays natal. Son âge, 37 ans.

J.-B.-M. Hertel de ROUVILLE: député de Bedford. Né aux Trois-Rivières en 1748, il a séjourné en France de 1761 à 1772. Il a participé à la défense du fort St-Jean, lors de l'invasion américaine et il y fut fait prisonnier.

Nicolas-Gauge de ST-MARTIN: député des Trois-Rivières. Il est actuellement juge de paix pour le district des Trois-Rivières. Il est âgé de 39 ans.

Ignace-Michel Louis Antoine d'Armberry de SALABERRY: député pour les comtés de Québec et de Dorchester. Il a terminé ses études classiques en France. Il est âgé de 40 ans. Il semblerait que M. d'Arigny contesterait son élection pour le comté de Québec.

Gabriel-Éliezr TASCHEREAU: député de Dorchester. Ex-juge des Plaidoyers communs pour le district de Montréal, réside actuellement à Québec et est âgé de 47 ans.

James TOD: député de Devon. Il est âgé de 50 ans.

Jos-Marie Godefroy de TONNANCOUR: député Buckinghamshire. "Agriculteur dans la seigneurie de St-Michel d'Yamaska". Il est un ancien étudiant de l'université d'Oxford. Son âge: 42 ans.

James WALKER: député du comté de Montréal. Né en Angleterre en 1756, il fait partie du barreau canadien. Il a fait campagne pour l'établissement d'une Chambre d'Assemblée. Il est de religion catholique.

John YOUNG: député de la Basse-Ville de Québec. Il est âgé de 33 ans.

MAJORITÉ ANGLAISE AUX CONSEILS LÉGISLATIF ET EXÉCUTIF DU BAS-CANADA

Québec — L'article X des Institutions royales de septembre 1791 appelait au Conseil législatif du Bas-Canada: William Smith, J.G. Chaussegros de Léry, Hugh Finlay, Picotté de Belestre, Thomas Dunn, Paul Roc de St-Ours, Edward Harrison, Francis Baby, John Collins, Joseph de Longueuil, Adam Mabane, Charles de Lanaudière, George Pownall, R. Amable de Boucherville et John Fraser. En fait, aucune nouvelle figure n'est à signaler parmi les membres de ce nouveau conseil puisqu'ils ont tous tenu un poste dans le Conseil législatif précédent ou à son service immédiat.

La situation se présente donc comme suit: sept conseillers canadiens-français sur un total de quinze. Et encore faut-il traduire le prénom de M. Baby que certains Anglais ont peut-être considéré trop tôt comme un des leurs.

D'ailleurs, on retrouve un phénomène semblable au Conseil exécutif où seulement quatre des neuf conseillers sont canadiens-français, soit Paul Roc de Saint-Ours, François Baby, Joseph de Longueuil et Pierre Panet. Les autres membres sont W. Smith, H. Finlay, T. Dunn, A. Mabane et Adam Lymburner.

Dans le Haut-Canada où la population est évaluée à quelque 10.000 habitants, on a établi aussi les deux conseils. Le 16 juillet dernier, MM. William Osgoode, Juge en chef, James Baby, Richard Duncan, William Robertson, Robert Hamilton, Richard Cartwright, fils, John Munro, Alexander Grant et Peter Russell étaient nommés membres du conseil législatif. Quatre de ceux-ci avaient déjà prêté serment à titre de membres du Conseil Exécutif: MM. William Osgoode, James Baby, Peter Russell et Alexander Grant. William Robertson avait été désigné à ce poste, mais, vu son absence du pays, il n'a pas encore prêté serment ni siégé.

NOS MOEURS ÉLECTORALES

ÉMEUTE

Québec — Les élections du comté de Québec ont été marquées par des scènes de violence qui ont entraîné des conséquences désastreuses. Le vote, dans ce comté, s'est tenu les 25, 26 et 27 juin dernier. Trois candidats se disputaient les deux sièges: M.M. de Salaberry, Lynd et Hertelot d'Arigny. Le président de l'élection était M. James Shepperd que l'on dit ami des deux députés élus.

Mercrredi, le 27, M. de Salaberry avait obtenu 515 voix; M. Land, 462 et M. d'Arigny, 436. Comme les partisans du dernier candidat arrivaient en bon nombre pour user de leur droit de vote, le président de l'élection déclara les deux premiers élus. Les assistants commencèrent à manifester. La bagarre éclata. Le duc de Kent voulut apaiser la foule. Notre confrère de la Gazette de Québec rapporte ainsi la scène qui suivit: "Lorsqu'on abattit le Hustling, c'est-à-dire le bâtiment qui avait été érigé pour tenir la cour d'élection, il y eut une émeute qui était sur le point d'éclater par les actes de violence. Dès l'instant que le Prince aperçut la multitude irritée, il s'avança et, avec une rare présence d'esprit, se posta

de manière à pouvoir être vu de tout le monde et ayant ordonné le silence. "Messieurs, dit-il, y a-t-il parmi vous qui que ce soit qui ne regarde le Roi comme le père de son peuple." A ces paroles, le peuple répondit par des Huzzas et des acclamations de "Vive le Roy".

"Y a-t-il parmi vous —ajoute le Prince— qui que ce soit qui ne regarde ou qui ne croie la nouvelle Constitution comme la meilleure qui soit possible pour opérer le bonheur des sujets de sa Majesté et le bon gouvernement de ce pays?" Les Huzzas et cris de "Vive le Prince" réitérés. Le tumulte cessa et les menaces, la rage et la fureur firent place à l'admiration et aux applaudissements."

Il est question que M. d'Arigny conteste l'élection. Un article publié par notre confrère le laisserait entendre.

Le vote ouvert permit à chacun de savoir pour qui l'on vote. Quelques candidats, dans divers comtés, ont fait distribuer de la boisson aux électeurs. Surtout dans les villes, il ne semble pas qu'il y ait eu assemblées préélectorales. Les candidats se sont souvent contentés d'annonces dans les journaux.

POUR LE HAUT-CANADA: 19 comtés

DIVISER LA PROVINCE
FUSIONNER LES DISTRICTS

Newark (DNC) — "La division de la province en comtés, déclarait dernièrement le lieutenant-gouverneur Simcoe, n'était pas seulement une mesure nécessaire pour établir une certaine base de représentation, dans un pays où il n'y a pas de villages, mais j'ajoute aussi en vue d'unir, de fusionner ensemble les

divers districts qui, par suite de circonstances et leurs noms appropriés — avaient semblé, j'en étais bien informé, rechercher des intérêts distincts. Pour arriver à cette fin je crus bon, dès le commencement, d'abolir les noms..." Voilà qui explique la nomenclature des dix-neuf comtés du Haut-Canada.

15 députés

1° GLENGARRY: borne est: la limite qui sépare le Haut-Canada du Bas-Canada; borne sud: le fleuve St-Laurent; borne ouest: limite est de l'ancien township de Cornwall; borne nord: rivière Outaouais.

Ce comté comprend toutes les îles du St-Laurent les plus rapprochées du dit comté. Deux députés.

2° STORMONT: borne est: la borne ouest du comté de Glengarry; borne sud: le fleuve St-Laurent; borne ouest: limites est de l'ancien township de Williamsburg; borne nord: rivière Outaouais, jusqu'à la limite ouest du comté de Glengarry. Un député.

3° DUNDAS: borne est: la borne ouest du comté de Stormont; borne sud: le fleuve St-Laurent; borne ouest: la limite est de l'ancien township d'Edwardsburg; borne nord: rivière Outaouais, jusqu'à la limite nord-ouest du comté de Stormont. Un député.

4° GRENVILLE: borne est: la borne ouest du comté de Dundas; borne sud: le fleuve St-Laurent; borne ouest: la limite est du dernier township d'Elizabethtown; borne nord: rivière Outaouais jusqu'à sa rencontre avec la limite nord-ouest du comté de Dundas. Un député.

5° LEEDS: borne est: la borne ouest du comté de Grenville; borne sud: St-Laurent; borne ouest: la limite est de l'ancien township de Pittsburg; borne nord: la rivière Outaouais jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest du comté de Grenville.

Ce comté a droit, conjointement avec le comté de Frontenac, à un seul député.

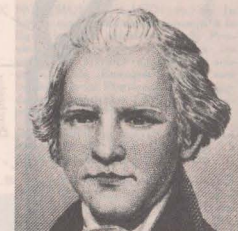
6° FRONTENAC: borne est: la borne ouest du comté de Leeds; borne sud: le lac Ontario; borne ouest: la limite est de l'ancien township de Eastern Town; borne nord: rivière Outaouais jusqu'à sa rencontre avec la limite nord-ouest du comté de Leeds.

Ce comté a droit, conjointement avec le comté de Leeds, à un seul député.

7° ONTARIO: comprend les îles suivantes: Tonti (à l'avenir Amherst), Forêt (à l'avenir Gage), Grande (à l'avenir Wolfe), Cauchois (à l'avenir Howe). Il comprendra aussi toutes les îles situées depuis l'embouchure de la Gananoque jusqu'à l'extrémité est de l'ancien township Marysburg, appelé Point Pleasant.

Ce comté a droit, conjointement avec le comté d'Addington, à un seul député.

DIVISION EN COMTÉS



Hon. William OSGOODE

Agé seulement de 38 ans, il est en passe de devenir un des personnages les plus influents du Haut-Canada. Il cumule les postes de juge en chef du Haut-Canada, de membre du Conseil Législatif et d'Ontario.

Le premier district de ce comté, conjointement avec les comtés de Durham et d'York, a droit à un seul député.

Les deuxième et troisième districts ont droit chacun à un député.

Le quatrième district et le comté de Norfolk ont droit conjointement à un seul député.

16° NORFOLK: bornes nord et est: le comté de Lincoln et la rivière Tranche; borne sud: le lac Érié jusqu'à la rivière Barbus (à l'avenir la rivière Orwell); borne ouest: ligne remontant la rivière Thames jusqu'à sa rencontre avec la limite nord du comté d'York.

Ce comté a droit, conjointement avec le quatrième district de Lincoln, à un seul député.

17° SUFFOLK: borne est: comté de Norfolk; borne sud: le lac Érié jusqu'au portage de la Pointe des Pins; borne ouest: et nord: par ledit portage et de là par une ligne remontant ladite rivière Thames jusqu'à sa rencontre avec la limite nord-ouest du comté de Norfolk.

Ce comté a droit, conjointement avec le comté de Essex, à un seul député.

18° ESSEX: borne est: le comté de Suffolk; borne sud: le lac Érié; borne ouest et nord: la rivière Détroit jusqu'à Maisonville's mill, de là par une ligne parallèle à la rivière Détroit et au lac Ste-Claire, s'étendant sur une distance de quatre milles jusqu'à sa rencontre avec la rivière Tranche et de là en remontant ladite rivière jusqu'à la limite nord-ouest du comté de Suffolk.

Ce comté a droit, conjointement avec le comté d'Essex, à un seul député.

19° KENT: ce comté comprend toute région (qui ne fait pas partie du territoire des Sauvages) non renfermée dans les divers comtés susmentionnés par les présentes, qui s'étend au nord jusqu'à la limite de la baie d'Hudson, y compris tout le territoire de l'ouest et au sud de ladite limite jusqu'à l'extrémité de cette contrée appelée et connue communément sous le nom de Canada.

Ce comté a droit à deux députés.

8° ADDINGTON: borne est: la limite ouest du comté de Frontenac; borne sud: le lac Ontario jusqu'à la limite ouest de l'ancien township d'Ernestown; borne ouest: la limite est de l'ancien township de Fredericksburg; borne nord: la rivière Outaouais jusqu'à sa rencontre avec la limite nord-ouest du comté de Frontenac.

Ce comté a droit, conjointement avec le comté d'Ontario, à un seul député.

9° LENNOX: borne est: la limite ouest du comté d'Addington; bornes sud et ouest: la baie de Quinté jusqu'à la limite est du village Mohawk, de là par une ligne longeant la limite ouest de l'ancien township de Richmond; borne nord: ligne inclinée de 72° est jusqu'à sa rencontre avec la limite nord-ouest du comté d'Addington. Ce comté a droit, conjointement avec les comtés de Hastings et de Northumberland (sauf par le district qui formait autrefois le township d'Adolphus), à un seul député.

10° PRINCE-EDOUARD: borne sud: le lac Ontario; borne ouest: le portage situé sur l'isthme de la presqu'île de Quinté; borne nord: la baie de Quinté; borne est: de Point Pleasant jusqu'à Point Traverse par les bords et les baies de la dite baie comprenant les anciens townships d'Ameliaburg, de Sophiasburg et de Marysburg. Ce comté comprendra aussi toutes les îles situées dans le lac Ontario et la baie de Quinté les plus rapprochées dudit comté.

Ce comté a droit, conjointement avec le district de l'ancien township d'Adolphus, à un seul représentant.

11° HASTINGS: borne est: la limite ouest du comté de Lennox; borne sud et ouest: la baie de Quinté jusqu'à sa rencontre avec une borne sur la rive est de la rivière Trent, de là par une ligne s'étendant le long de la dite rivière jusqu'à ce qu'elle coupe l'extrémité de la neuvième concession; borne nord: la rivière Outaouais jusqu'à sa rencontre avec la limite nord-ouest du comté d'Addington.

Ce comté a droit, conjointement avec les comtés de Lennox et de Northumberland, à un seul député.

12° NORTHUMBERLAND: borne est: la limite ouest du comté de Hastings et le portage de la presqu'île de Quinté; bornes nord, sud et ouest: au sud par le lac Ontario jusqu'à l'extrémité ouest de Little Bay, de là par une ligne s'étendant au nord avec une inclinaison de seize degrés à l'ouest jusqu'à sa rencontre avec la limite sud d'une étendue de terre parallèlement au lac Ontario, jusqu'à sa rencontre avec la limite nord-ouest du comté de Hastings.

Ce comté a droit, conjointement avec les comtés de Lennox et de Hastings, à un seul député.

13° DURHAM: borne est: la limite ouest du comté de Northumberland; autres bornes: au sud par le lac Ontario jusqu'à la pointe située à l'ouest de Long Beach, de là par une ligne s'étendant au nord avec une inclinaison de seize degrés à l'ouest, jusqu'à sa rencontre avec la limite sud d'une étendue de terre appartenant aux Sauvages Messiasque et, de là, le long de la dite étendue de terre, parallèlement au lac Ontario jusqu'à sa rencontre avec la limite nord-ouest du comté de Northumberland.

Ce comté a droit, conjointement avec le comté de York et le district premier du comté de Lincoln, à un seul représentant.

14° YORK: comprend deux districts: celui de l'est et celui de l'ouest. district de l'est: borne est: la limite ouest du comté de Durham; borne sud: le lac Ontario jusqu'à la limite est d'une étendue de terre appartenant aux Sauvages Messiasque; borne ouest: la limite est de la dite étendue; borne nord: distance variable.

district de l'ouest: borne est: la limite ouest d'une étendue de terre appartenant aux Sauvages Messiasque; bornes nord et ouest: avec une inclinaison de 25° à l'ouest jusqu'à la rivière la Tranche (à l'avenir rivière Thames); borne sud: le lac Geneva (à l'avenir baie Burlington) et le portage qui conduit à travers le village Mohawk.

Ce comté a droit, conjointement avec le comté de Durham et le premier district de Lincoln, à un seul député.

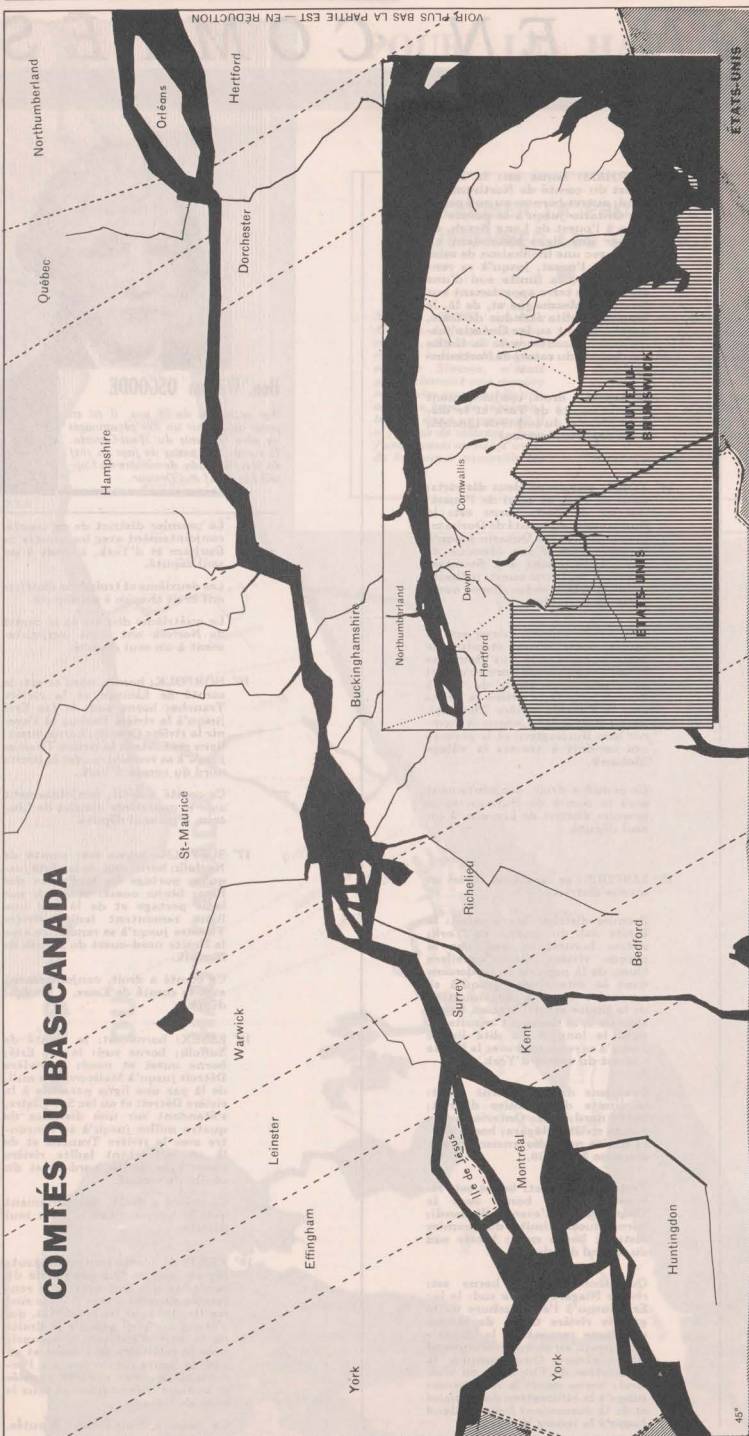
15° LINCOLN: ce comté est divisé en quatre districts.

Premier district: borne ouest: la limite est du comté de York; autres bornes: au sud par la grande rivière qui s'appellera Ouse, de là par une ligne descendant la dite rivière jusqu'à sa rencontre avec la continuation de la limite est de l'ancien township no 5, se dirigeant ensuite au nord le long de la dite limite jusqu'à sa rencontre avec la limite sud-est du comté d'York.

Deuxième district: borne ouest: la limite du premier district; borne nord: le lac Ontario; borne est: la rivière Niagara; borne sud: la limite nord des anciens townships no 2, 9 et 10.

Troisième district: borne est: rivière Niagara; borne sud: la Chippawa (à l'avenir Welland); borne ouest: limite du premier district; borne nord: limite sud du second district.

Quatrième district: borne est: rivière Niagara; borne sud: le lac Érié jusqu'à l'embouchure de la grande rivière Ouse, de là par une ligne remontant la dite rivière jusqu'au chemin conduisant ladite rivière Ouse jusqu'à la bifurcation du Chippawa ou Welland; borne nord: le dit chemin jusqu'à la bifurcation du Welland et de là descendant ledit Welland jusqu'à la rivière Niagara.



POUR LE BAS-CANADA:

21 comtés 51 députés

1° GASPÉ: comprend tout le côté sud de la Baie des Chaleurs, toute la Baie de Gaspé et la côte sud du fleuve Saint-Laurent jusqu'au nord-est de Cap-Chat. Ce comté ne compte aucune paroisse et a droit à un représentant.

2° CORNWALLIS: commence au nord-est de Cap-Chat et va jusqu'à la limite ouest de Ste-Anne. Il englobe les paroisses de Matane, Rimouski, le Bic, Cacouna, l'Isle Verte, les Trois Pistoles, Rivière des Caps, Rivière du Loup, Kamouraska, Rivière Ouelle et Ste-Anne. Ce comté a droit à deux députés.

3° DEVON: commence à la limite nord-ouest de Ste-Anne et va jusqu'à la limite ouest de la Rivière du Sud et va à la limite nord-est de Lauzon. Il comprend les paroisses de St-Roch, St-Jean, l'Islet, Cap-St-Ignace, Ile aux Grues et Saint-Thomas. Ce comté a droit à deux députés.

4° HERTFORD: part de la ligne ouest de la seigneurie de la Rivière du Sud et va à la limite nord-est de Lauzon. Il groupe les paroisses de Berthier, St-Pierre, St-François, St-Valier, St-Michel, St-Cervais, St-Charles de Beaumont. Il a droit à deux députés.

5° DORCHESTER: va de la limite nord-est de Lauzon à la limite ouest de Sorel. Il couvre les paroisses de Pointe Lévis, St-Henri, Ste-Marie, St-Joseph et St-François, les trois dernières dans la Nouvelle-Beauce. Ce comté a droit à deux députés.

6° BUCKINGHAMSHIRE: débute à la limite ouest de Lauzon et va à la limite nord-est de Sorel. Il comprend les paroisses de St-Nicolas, St-Gilles, St-Antoine, Ste-Croix, Lotbinière, St-Jean, St-Pierre, Gentilly, Bécancour, Nicolet, Ste-Anne de Mascouche, tout Yamaska, excepté la Seigneurie de madame Burrows. Ce comté a droit à deux députés.

7° RICHELIEU: s'étend de la limite nord-est de Sorel à la limite sud-ouest de St-Ours, de là, vers le sud-est, jusqu'à la Rivière Sorel et à l'est jusqu'à Rouville. Il comprend les paroisses de Sorel, l'Isle du Pas, l'Isle St-Ignace, partie de St-Ours, et de Yamaska, St-Denis, St-Charles, St-Hyacinthe de Yamaska. Il a droit à deux députés pour le comté et à un pour le bourg de William-Henry.

8° BEDFORD: comprend tout le côté est de la rivière Sorel depuis les limites est de Rouville jusqu'à la ligne 45°. Il inclut la paroisse de Pointe Olivier, courant de là à l'ouest jusqu'à la ligne qui sépare la province des États-Unis. Ce comté a droit à un député.

DIVISION EN COMTÉS

Voici un tableau complet des comtés de la province du Bas-Canada avec les bornes et les territoires compris dans chacun. Nous donnons, ailleurs, la liste complète des députés élus pour représenter chacun des comtés.

9° SURREY: commence à la limite ouest de St-Ours et va à la limite ouest de Varennes. Il comprend les paroisses de St-Ours sur le fleuve, Contrecoeur, Verchère, Varennes, St-Antoine et partie de Bécancour. Ce comté a droit à deux députés.

10° KENT: commence à la borne ouest de Varennes et va à la borne ouest de Longueuil. Il comprend les paroisses de Boucherville, Longueuil, Chambly et Blairfrindie. Ce comté a droit à deux députés.

11° HUNTINGDON: commence à la borne ouest de Longueuil et va jusqu'à la ligne du 45°. Il comprend les paroisses de LaPrairie, St-Philippe, St-Pierre, Sault St-Louis, Châteauguay, St-Régis et St-Constant. Ce comté a droit à deux députés.

12° YORK: commence du côté nord du St-Laurent depuis la ligne 45° va aux bornes de la seigneurie Dumont. Il comprend les paroisses de Soulange, Ile Perrot, Vaudreuil, Lac des Deux-Montagnes et Rivière du Chêne. Ce comté a droit à deux députés.

13° MONTREAL: comprend l'île de Ste-Anne, Ste-Geneviève, Pointe-Claire, LaChine, Sault au Récollet, St-Laurent, Rivière des Prairies, Pointe aux Trembles, Longue Pointe. Ce comté a droit à quatre députés pour la ville et à 3 pour le comté lui-même.

14° EFFINGHAM: commence aux bornes de la seigneurie Dumont et va aux bornes de Terrebonne. Il comprend tout l'île Jésus, Blainville et Terrebonne. Ce comté a droit à deux députés.

15° LEINSTER: va des bornes de Terrebonne à celles de St-Sulpice. Il comprend les paroisses de LaChenaie, Ste-Anne de Mascouche, St-Henri de Mascouche, St-Roch de l'Achigan, St-Jacques, St-Pierre, Repentigny et St-Sulpice. Ce comté a droit à deux députés.

16° WARWICK: va des bornes de St-Sulpice à la porte est de Berthier. Il comprend les paroisses de LaValrie, Lanoraie, Berthier et St-Cuthbert. Ce comté a droit à deux députés.

17° ST-MAURICE: va de la borne est de Berthier à la borne sud-est de Batiscan. Il comprend les paroisses de Maskinongé, Rivière du Loup, Yamachiche, Trois-Rivières, Pointe-du-Lac, Cap-de-la-Madeleine, Batiscan sur le fleuve et rivière Batiscan. Ce comté a droit à deux députés pour le comté et à deux autres pour le bourg des Trois-Rivières.

18° HAMPSHIRE: va de la borne sud-est de Batiscan à la borne ouest de St-Gabriel. Il comprend les paroisses de Ste-Anne, Grondines, Cap-Santé, Ecureuils, Pointe au Tremble, St-Augustin jusqu'à Cap-Rouge. Ce comté a droit à deux députés.

19° QUEBEC: va de la borne ouest de St-Gabriel à la borne ouest de Beaufort. Il comprend les paroisses Ste-Foy, Ancienne-Lorette, Jeune Lorette, Charlebourg, Beaufort. Ce comté a droit à deux députés pour le comté lui-même et à quatre pour la ville.

20° NORTHUMBERLAND: va de la borne ouest de Beaufort jusqu'à la ligne la plus orientale de la Province. Il comprend toutes les paroisses situées depuis la seigneurie de Beaufort jusqu'aux bornes de la Province en descendant. Ce comté a droit à deux représentants.

21° ORLEANS: ce comté, qui comprend toute l'île d'Orléans, a droit à un seul député.

N.B. — Il est à remarquer que le comté de Montréal n'a élu que deux députés au lieu de trois. Ce qui porte le nombre total à cinquante.

LA DIVISION EN COMTÉS POUR LE BAS-CANADA

EST-CE LA FIN DU RÉGIME SEIGNEURIAL ?

Québec. — Depuis le début du mois de mai de la présente année, 109 demandes de concession de cantons ont été faites et pour lesquelles une autorisation d'arpentage a été accordée. Sur ce nombre, on compte bien peu de Canadiens pétitionnaires. La plupart sont des anciens sujets, loyalistes ou immigrants.

Cette avalanche de demandes fait suite à une décision royale autorisant la concession en franc et commun socage pour le Bas-Canada. À venir jusqu'à aujourd'hui, les terres dans la province bas-canadienne avaient toujours été concédées par l'intermédiaire des seigneurs. L'article XLII de l'Acte Constitutionnel stipule:

"Toutes les terres à concéder dans la province du Haut-Canada le seront désormais en franc et commun socage de la même manière que les terres sont maintenant tenues en franc et commun socage dans cette partie de la Grande-Bretagne nommée Angleterre. Dans tous les cas où les terres seront dorénavant concédées dans la dite province du Bas-Canada et où le concessionnaire en désirera la concession en franc et commun socage, elles seront concédées suivant cette tenure, sauf toutefois telles modifications, à l'égard du caractère et des conséquences de telle tenure, que pourront édicter toutes les lois portées par Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée de la province".

Plusieurs considèrent cette décision comme une première entaille à un régime qui plait peu aux sujets anglais. On se rappelle la publicité faite, il y a quelques années, à la pétition du seigneur de LaNaudière demandant presque l'abolition du régime. Il fut suivi par le juge en chef, M. Smith.

La décision récente de diviser les terres non concédées à des seigneurs en cantons semble être une solution de moyen terme. Les cantons devront avoir une superficie de 10 milles carrés s'ils sont situés à l'intérieur, et de 9 milles par 12 s'ils débou-

chent sur une rivière. La concession d'un canton ou "township" est gratuite; il suffit de payer les frais du contrat et de bornage. Plusieurs demandes de concession de cantons sont faites pour des terres situées dans l'est de la province.

L'Acte constitutionnel contenait aussi une autre décision importante, celle de réserver un septième des terres à concéder dans les cantons à la Couronne. Le gouvernement pourra disposer de ces terres et en retirer un revenu pour l'aider à subvenir aux dépenses de la province. Un autre septième des terres sera aussi réservé au clergé protestant.

Dans une proclamation du lieutenant-gouverneur Clarke, le 7 février dernier, il était dit: "Les deux septièmes réservés pour être utilisés à l'avenir par la couronne et pour le maintien d'un clergé protestant ne formeront pas deux portions séparées l'une de l'autre et comprenant chacune un septième du township, mais ils comprendront tels lots ou ferme d'icelui qui, dans le rapport de l'arpenteur du township, seront indiqués comme ayant été réservés à cette fin entre les autres fermes, dont se composera ledit township, afin que les terres qui devront ainsi être réservées aient à peu près la même valeur qu'une quantité équivalente des autres parties qui devront être concédées tel que susdit".

Un plan de lotissement a déjà été préparé par l'arpenteur Samuel Holland. Mais il semble bien que ce projet n'encourt pas l'assentiment des autorités de la métropole. Le défaut majeur de ce plan serait la contiguïté des lots de la couronne. Dès qu'un plan sera approuvé par le gouvernement, nous le publierons pour le bénéfice de nos lecteurs.

La concession en franc et commun socage, délivrée du problème des rentes, devrait être quelque chose d'intéressant pour les Canadiens, de même que l'ouverture des cantons. Mais le plus complet désintéressement semble animer nos compatriotes sur cette question. L'intervention de Mgr Hubert, évêque de Québec, pour faire connaître les intentions du gouvernement, n'a pas porté plus de fruits.

FAUT-IL PERMETTRE LE DOUBLE MANDAT ?

Québec — Un député peut-il adéquatement représenter en même temps deux comtés? Telle est la question que se posent actuellement les partisans du système parlementaire. M. de Salaberry a été élu député des comtés de Québec et de Dorchester. Il s'était présenté seulement pour Québec, mais cela ne l'a pas empêché d'être élu dans le comté de Dorchester. Une rencontre avec M. de Salaberry nous laisse croire qu'il abandonnera probablement son siège pour le comté de Québec. L'opposition que lui fait actuellement M. Berthelot

d'Antigny quant à la validité de son élection pour ce comté l'inciterait à ne conserver que son poste de député de Dorchester.

Notre système électoral est encore dans son enfance. En plus du problème du double mandat à résoudre, il y aura aussi celui de la disparité des dates d'élections. On a vu, au cours des dernières élections, un candidat défait dans un comté se faire élire dans un autre.

Une chanson d'élections

sur l'air de
"Du haut en bas"

Pour être élu,
Que de caballes et de bragues,
Pour être élu;
Mais que je vois de gens déçus
C'est bien en vain que se fatiguent
Pour être élus.

Du citoyen,
Partout on cherche le suffrage,
Du citoyen,
Mais la méthode n'en vaut rien;
Quiconque le met en usage
Souhaite vraiment l'esclavage
Du citoyen.

Avec mépris
Regardons tous ces émissaires,
Avec mépris,

Qui vont de logis en logis,
On leur promet quelques salaires,
Mais ils n'auront dans ces affaires
Que du mépris.

A nos dépendants,
On veut acquiescer quelques dettes,
A nos dépendants,
On fait la cour aux marchands.
Et c'est sous ce prétexte horrible
Qu'on cherche à nous tourner la tête
A nos dépendants.

Aux Canadiens,
Un avis prévoyant et sage
Aux Canadiens

Annonce les meilleurs desseins.
L'honneur doit guider leur suffrage;
Ce sera le meilleur présage,
Aux Canadiens

Avec nos lois,
Notre religion s'accorde
Avec nos lois;
A demander un digne choix
Sans quoi nous serons en discorde
Et perdus sans miséricorde
Avec nos lois.

PIÉTÉ ET BONNES MOEURS
fondement de la félicité publique

Newark—Dans son discours de prorogation des Chambres du Haut-Canada, le lieutenant-gouverneur, John Graves Simcoe, a invité les membres des deux Chambres à promouvoir dans leurs comités respectifs la piété et les bonnes moeurs. "Honorables Messieurs et Messieurs, je ne puis vous congédier sans vous prier instamment de promouvoir par préceptes et par exemples dans vos comités respectifs la piété et les bonnes moeurs, qui sont les fondements les plus sûrs de la félicité particulière et publique, et dans cette présente conjoncture, je vous recommande particulièrement d'expliquer que cette Province jouit singulièrement de l'avantage non d'une constitution mutilée, mais d'une constitution qui a soutenu l'épreuve de l'expérience et qui est l'image et la copie de celle de la Grande-Bretagne, au moyen de laquelle elle a établi et a assuré à ses sujets autant de liberté et de bonheur dont il est possible de jouir sous la subordination nécessaire à la société éclairée."

Précédemment, le lieutenant-gouverneur avait manifesté sa satisfaction en face du

travail accompli. "C'est avec beaucoup de satisfaction, disait-il, que j'ai considéré les actes que vous avez trouvés à propos de former, et auxquels, en conséquence du pouvoir à moi délégué, j'ai donné mon approbation, pour qu'ils deviennent lois de la province du Haut-Canada."

Dans le même discours, Son Excellence aborda la question des réserves de la Couronne. "Le Roi ayant bien voulu ordonner qu'un septième des terres qui seront concédées soit réservé à la Couronne pour l'avantage public, il deviendra de mon devoir de prendre les mesures qui me paraîtront nécessaires pour remplir ses gracieuses intentions, et je ne doute nullement que comme Citoyens et Magistrats vous ne donniez toute l'assistance en votre pouvoir pour lui donner un plein effet, comme un système duquel le public et la postérité doivent retirer de très grands avantages."

Il est bon de se rappeler que le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada est un militaire de carrière qui a déjà été élu membre de la Chambre des Communes anglaises en 1790.

— enchère — enchère — enchère — enchère — enchère — enchère — enchère —

Vendredi prochain le 11 courant soir seront vendus à l'enchère, au CAFÉ DES MARCHANDS les trois vaisseaux suivants,

- 1° La Goélette Catherine mesurant 31 tonneaux, suivant son registre, actuellement dans le Cul-de-Sac.
- 2° La Goélette Marguerite de 25 tonneaux suivant son registre, au quai de Mr. William Grant, à St. Roch.
- 3° La Goélette Margo de 14 tonneaux, aussi dans le Cul-de-Sac.

Aussi une variété de bons livres, et divers articles.

On fera connaître les particularités de dépendances de chacun des dits vaisseaux, aux temps et lieu de la vente, qui commencera à 7 heures.

JOHN JONES, Enc. et Court.



VANCOUVER ET LES ESPAGNOLS

George Vancouver, actuellement en voyage d'explorations sur la côte ouest de l'Amérique, a été envoyé sur le Discovery pour chasser les Espagnols du territoire de Nootka Sound. Cet endroit est important pour le commerce des fourrures sur le versant ouest.

Nos journalistes retrouvent
PRIESTLEY

Tous les savants du monde se demandent ce qu'était devenu le grand chimiste anglais Joseph Priestley depuis sa disparition, l'année dernière. Après des mois et des mois de recherches, les journalistes du Boreál Express viennent de retrouver le savant anglais.

Il est établi dans une ferme isolée, sur les bords du Lac Osego, dans le nord de l'état de New-York.

On sait que Priestley, l'année dernière, fut mis à l'index par le clergé anglican de Birmingham. La population soulevée contre lui incendia sa maison, sa bibliothèque, tous ses papiers et l'Eglise dissidente qu'il dirigeait.

Eccouré, désespéré, Priestley avait disparu. Il s'était, disait-on, embarqué pour l'Amérique. C'est à la suite de ces rumeurs que nos journalistes sont partis à sa recherche.

Le Boreál Express a déjà parlé des nombreux travaux de Priestley. On lui doit en particulier la découverte des deux gaz qui composent l'air: l'oxygène et l'azote. Il mena de nombreuses études chimiques, en particulier sur l'acide chlorhydrique, l'acide sulfurique, l'ammoniaque, etc.

Nous souhaitons que la tranquillité des vastes horizons américains soit pour Priestley un refuge de tout repos.

MOLIÈRE
AU
Théâtre Canadien

L'AVARE • Les Précieuses Ridicules

LES SOUSCRIPTIONS DU THÉÂTRE CANADIEN SONT AVERTIS QUE LES COMÉDIES DE L'AVARE ET DES PRÉCIEUSES RIDICULES SERONT REPRÉSENTÉES VENDREDI PROCHAIN LE 28 DU COURANT.

Les portes seront ouvertes à 5 heures et demie, et la toile sera levée à 6 heures et demie précisément. Les billets seront délivrés aujourd'hui et demain, jour de la Représentation, au Théâtre, depuis dix heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi.

N.B. Les Messieurs sont priés de faire passer leurs voitures par la rue St. Jean en allant et par la Rue St. Stanislas en s'en retournant, pour éviter la confusion et les accidents que peut occasionner la rencontre des voitures.

Voyages & TOURISME

UNE ENTREVUE AVEC...

le traiteur-explorateur
Alexander MacKenzie

Nous avons eu la bonne fortune de rencontrer un jeune homme de 28 ans en train de s'illustrer comme explorateur. Alexander MacKenzie a déjà accompli des exploits qui suffiraient à illustrer un vétéran. Originaire d'Ecosse, il vint aux colonies anglaises avec sa famille en 1773, d'où il passa au Canada six années plus tard. Il se mit d'abord au service de la firme John Gregory, de Montréal, qui tenta de faire bande à part dans la conquête des marchés de fourrures mais dut se rallier, en 1787, à la puissante Compagnie du Nord-Ouest. Pour le compte de cette dernière, Alexander MacKenzie reçut la charge du poste le plus éloigné vers le nord, le fort Chipewyan, sur le lac Athabasca. C'est de là qu'il est parti, il y a près de deux ans, pour l'Angleterre. Nous avons cherché à connaître le but de ce voyage:

« Votre long séjour à Londres avait-il pour objet de promouvoir les affaires de la Compagnie du Nord-Ouest? »

« Pas du tout, du moins directement. Mon récent échec dans ma tentative d'atteindre la mer de l'Ouest m'a appris qu'on ne s'improvise pas géographe ou explorateur. J'ai voulu me familiariser avec l'art de faire le point, de tracer des cartes, d'utiliser les astres pour établir avec exactitude les degrés de longitude et de latitude. Je me suis procuré les instruments de route les plus modernes, et je rapporte des volumes scientifiques qui me serviront de modèles. Les leçons que j'ai reçues à Londres et l'équipement que j'apporte avec moi vont me permettre de réaliser mon projet qui est d'atteindre par terre la mer de l'Ouest. »

« Vous parlez d'un échec récent. Voulez-vous dire à nos lecteurs de quoi il s'agit? »

« Même si l'aventure s'est déroulée à 4,000 milles d'ici, on a dû en entendre parler. Mais comme les détails vous sont peut-être inconnus, je vous donne volontiers quelques précisions sur cette équipée décevante. Dans la solitude étouffante du poste dont j'avais la garde, je me sentais inutile à l'humanité et je cherchais une activité plus stimulante. Mes lectures m'avaient donné le goût des grandes explorations: en particulier, celui de répondre au défi d'atteindre le premier la mer de l'ouest en ligne directe. Les La Vérendrye avaient laissé l'exploit inachevé. Je décidai de le réussir. Il y a trois ans, le 3 juin, je partis en canot, avec un équipage réduit et un minimum de vivres et d'équipement. Un mois plus tard, le 29 juin, j'entrai dans la rivière qui devait, à mon sens, me conduire jusqu'à la mer de l'Ouest. Durant les 300 premiers milles de course l'orientation de la rivière me parut rassurante; nous allions bien en direction ouest. Malheureusement il m'apparut bientôt que la rivière s'infléchissait vers le nord. Le pronostic était malheureusement juste: le 13 juillet nous atteignîmes un océan qui n'était pas le bon, l'océan Glaciel. Cette constatation me déprima tellement que j'appelai le cours d'eau que nous avions suivi, rivière Déception. Nous rebroussâmes chemin et, le 15 septembre, nous étions de retour au fort Chipewyan. Notre expédition avait duré 102 jours et elle avait couvert, aller et retour, une distance de plus de 3,000 milles. »

« Vous pouvez au moins vous consoler en disant que vous êtes le premier Blanc qui ait atteint la mer Glaciale. »

« Malheureusement ce n'est pas exact. Cet exploit a été réalisé en 1771, par Samuel Hearne. »



Sir Th. LAWRENCE
Gén. Nat. du Canada (A.P.C.)

« Considérez-vous cette expédition manquée comme un des exploits les plus durs de vos dix années de vie en forêt? »

« Pas précisément. Les difficultés surmontées n'avaient rien de plus ardu que celles qu'offrent les courses sur les diverses rivières qui sillonnent le continent. J'ai dit que nous avions réduit la charge au minimum pour faciliter la navigation et les transports dans les portages. Il me fait plaisir d'accorder à mes canotiers canadiens-français une grande part de mérite. Ces hommes sont fiables, hardis, endurants, et d'une habileté consommée. Je leur dois beaucoup. »

« Vous retournez dès cet été au fort Chipewyan; quels sont vos projets pour les mois à venir? »

« Je suis déterminé à reprendre, avec de meilleurs instruments et une meilleure documentation, ma tentative ratée. Cette fois je prendrai toutes les mesures et toutes les précautions nécessaires. Dès le printemps prochain je compte me lancer à la conquête de la mer de l'Ouest! »

« Comment vos Bourgeois apprécieront-ils vos projets d'explorations? »

« Ceux qui vivent dans l'immédiat préféreront me voir à mon poste de commis pour assurer le maximum de rendement en fourrures. D'autres, plus clairvoyants, sentent bien qu'en plus de la gloire de découvrir un pays neuf, l'œuvre des perspectives d'élargissement des territoires de traite et la possibilité d'ouvrir d'autres débouchés commerciaux. D'ailleurs, j'ai confié mon poste à mon cousin Roderick MacKenzie et je pense que les grands Bourgeois sont contents de la façon dont il dirige les opérations de contacts et d'échanges. »

« Malheureusement ce n'est pas exact. Cet exploit a été réalisé en 1771, par Samuel Hearne. »

Patrick
CAMPBELL
découvre
— l'Amérique

Le voyageur écossais, Patrick Campbell, s'est embarqué le 4 novembre dernier pour retourner dans son pays. Il a visité la plupart des possessions anglaises d'Amérique du Nord. Il est fort possible qu'il publie dès l'an prochain un volume relatant ses impressions de voyage.

GAIN DE 3000 LIVRES PAR ACTION

Malgré les complications de transport, les affaires de la Compagnie du Nord-Ouest se portent bien. Les profits nets se chiffrent aux environs de 3,000 livres sterling par action, ce qui fait, pour l'ensemble des associés, un joli total de près de 50,000 livres sterling.

Simon MacTavish
plaide
auprès de William Pitt

Notre magnat des fourrures ne manque pas d'audace. Au cours de son dernier voyage à Londres, il a essayé de convaincre le premier ministre William Pitt d'abolir la clause qui assure à la compagnie de la Baie d'Hudson l'usage exclusif du détroit et des eaux de la Baie. Si la compagnie montréalaise obtenait le droit d'utiliser ce raccourci pour atteindre ses postes du Nord, l'économie canadienne en tirerait grand profit. Actuellement les canots qui desservent le poste d'Athabasca, par exemple, doivent parcourir 2800 milles pour atteindre Montréal. On sauverait d'énormes frais de transport en passant par la Baie d'Hudson.

Non content de plaider auprès du Premier Ministre, MacTavish a tenté de réclamer les gouverneurs de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Ceux-ci sont trop contents de tenir au moins un atout contre leur encombrante royale. Ils ont carrément refusé.

MACTAVISH
intéressé
au commerce
avec l'Orient

La firme MacTavish & Froisher vient de s'allier à Alexander Henry pour établir une ligne commerciale directe avec la Chine. Jusqu'ici, les pelletteries canadiennes devaient être vendues à Londres, puis expédiées vers l'Orient. Si la tentative de MacTavish réussit, les traiteurs, sans passer par Londres, pourront écouler une partie

de leurs fourrures et obtenir des produits orientaux.

Deux vaisseaux chargés de fourrures canadiennes, le Washington et le Victoria, sont actuellement en route vers Canton, via le cap Horn à la pointe méridionale des Amériques. Espérons que l'audacieuse initiative de MacTavish et Henry sera couronnée de succès.



On parle moins d'éducation

Le rapport de la commission d'enquête sur l'éducation de 1789, le projet d'université, l'opposition de Mgr Hubert, le legs de Simon Sanguin, la proposition des Messieurs de Saint-Sulpice, autant de faits qui ont placé la question de l'éducation au centre de nos préoccupations. Qui, en 1790, n'a pas émis quelques opinions là-dessus? Encore une fois la montagne accoucha d'une souris! Que sont devenus les beaux projets de nouvelles structures? Nos petites écoles ont-elles été améliorées et multipliées?

Ne parlons pas de l'Université, puisque personne n'en parle plus.

Mort et enterré, le système d'éducation échaudé sur le papier et dans l'ignorance des commissaires! A quoi servirait de produire la liste des fossyeurs?

Nous nous tournons avec confiance vers notre tout jeune Chambre d'Assemblée dans l'attente d'une législation scolaire qui multipliera les chemins qui mènent à l'école.

Vive le sucre d'érable!

Vers le 25 mars de chaque année, les habitants qui veulent faire du sucre d'érable (seul sucre que l'on fasse dans ce pays) se transportent dans les érablières, avec un grand chaudron de 10 seaux, des haches, des batte-feux, pierre-fusil, une pelle et des vases; ce qu'ils transportent sur une petite traîne à leur cou, étant impossible d'y aller avec des cheaux.

Rendus là, ils commencent à faire un trou dans la neige jusqu'à la terre d'environ 20 pieds en superficie et y élèvent une petite cabane ronde dont le haut au milieu est à jour de deux pieds, pour laisser passer la fumée du feu qu'ils font au milieu de la cabane. Lorsqu'ils l'ont parachevée, ils font des auges de deux pieds de long sur dix pouces de large, et en font autant qu'ils veulent entailler d'arbres; c'est ordinairement deux ou trois cents.

Leurs auges creusées, si le temps le permet, c'est-à-dire qu'il soit assez chaud, ils entaillent leurs érablières de la manière suivante: ils font avec leur hache une entaille oblique de quatre pouces sur deux, et mettent au bord de la coupe un petit morceau de bois de huit pouces de long, sur un de large, qui est fait en façon de dalle (qu'ils appellent goudrilles) dans laquelle l'eau qui sort de l'arbre s'écoule et va tomber dans l'auge qui est au pied et qui peut contenir trois pots.

MONSIEUR HUBERT ET L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS

Qui nierait la nécessité, pour tout Canadien tant soit peu ambitieux, de parler et d'écrire la langue de ses maîtres? Si, devant la prolifération des écoles anglo-protestantes, Mgr Hubert vient de décider d'entretenir à ses frais dans sa ville épiscopale une école anglaise, il faut y voir l'effet d'une double préoccupation. Comme évêque vigilant, il désire remédier au fait que trop de jeunes Canadiens fréquentent les écoles protestantes; comme éducateur, il a conscience que des écoles dites anglaises, en réalité bilingues, et de fondation canadienne, répondent davantage à la

mentalité des Canadiens.

C'est à l'Irlandais catholique John Donohue que Mgr Hubert a confié la direction de cette école sise au No 17 de la rue Sainte-Famille. Le distingué prêtre paye de ses deniers le loyer de la maison et donne à l'instituteur un salaire mensuel de trois guinées.

Un tel geste est un démenti aux propos répandus dans le public qui laisseraient entendre que le clergé de cette province s'efforce de tenir le peuple dans l'ignorance pour le mieux dominer.

SCHILLER fonde une revue

À IENA — La Nouvelle Thalie a commencé à paraître depuis le début de l'année et, selon toutes probabilités, va poursuivre sa publication au cours des prochains mois. Cette revue permet à Schiller de vulgariser ses théories sur l'Art et la Beauté, principes fondamentaux de la grâce et de la dignité,

régénérateurs des hommes et expressions du parfait équilibre. Depuis plusieurs années, Schiller s'est voué totalement au culte de la Beauté et ses réflexions sur l'esthétique ont déjà rempli plusieurs revues et livres. On annonce aujourd'hui la prochaine parution d'un traité intitulé: Grâce et Dignité.

par

Nicolas-Gaspard Boisseau

NDLR — La récente campagne électorale n'a pas permis au notaire Nicolas-Gaspard Boisseau de nous faire parvenir plus tôt le texte que nous reproduisons. Nous profitons de la circonstance pour féliciter notre collaborateur pour son election au poste de député de l'île d'Orléans.

Sur les cinq heures après-midi, ils charroient l'eau dans des seaux, à leur cabane, et ce en raquette. Ils mettent cette eau dans des cuves ou barriques.

Lorsque l'eau qui a coulé dans la journée est ramassée, ils mettent leur chaudron plein sur le feu, et l'y font bouillir à gros bouillons jusqu'à ce que l'eau y soit réduite en strop. Dès qu'il est bien épais, c'est alors qu'il faut beaucoup d'attention pour éviter qu'il ne se gonfle et ne se renverse dans le feu. Ce qu'ils évitent en brassant continuellement ce strop avec une spatule ou palette de bois franc, jusqu'à ce qu'il soit en sucre, ce qu'ils connaissent par le moyen de cette même spatule, qui est percée au milieu de sorte qu'en soufflant sur l'endroit où est le trou, s'il en sort une petite rotonde ou boule, qui en tombant, sèche aussitôt, ils sont certains que leur sucre est cuit. Ils le tirent alors sans perdre de temps et portent le chaudron sur la neige, continuant de brasser avec la palette jusqu'à ce qu'il ne bouille plus, pendant ce temps un petit garçon prépare des moules fait d'écorce de bouleau de différentes grandeurs qu'il pose dans la neige; et dès que le sucre ne bouille plus, il le transvide dans ces moules avec une gamelle ou cueiller. Ils le laissent là environ une demi-heure après quoi ils le retirent et le mettent sécher à sa fin sur des planches aérées.

Le degré de chaleur pour que les érablières coulent est depuis deux degrés et au-dessus, et jamais au-dessous.

Le vent le plus favorable est le sud-ouest et qu'il ait gelé la nuit précédente.

Chaque érable coule par jour deux pots d'eau, et il en faut dix pour faire une livre de sucre, qui se vend dans ce pays douze sols.

Ce sucre est très estimé quoiqu'il soit aussi brun que la cassonade qui nous vient des îles étrangères. Il est très bon pour le rhume; il s'en fait une grande consommation ici. On peut faire du sucre tant qu'il y a de la neige au pied des arbres, ce qui dure environ un mois.

ÉTUDIANTS ET PROFESSEURS LISENT DE LA PETITE AUX GRANDES ÉCOLES

"BORÉAL EXPRESS"

LITTÉRATURE ET SPECTACLES

BRAVO FIGARO!

On ne fait pas mieux à Paris!

Montréal — "Bravo, Figaro, on ne fait pas mieux à Paris", telle fut l'exclamation que, dans son enthousiasme, l'honorable M. de Salaberry lança, au théâtre du Marché, en pleine représentation du Barbier de Séville. C'était le 2 mars 1791. Le jeune comédien Ménard y tenait avec brio le rôle de Figaro.

Si le cri avait été lancé par quelque citoyen sans culture, il aurait percuté les murs et se serait perdu dans la coulisse; en fait il est devenu la meilleure réclame des jeunes comédiens qui administrent et animent le théâtre installé au coin des rues Sainte-Anne et des Jardins. Car M. de Salaberry, qui séjourna à Paris plusieurs années, avait assisté à un grand nombre de pièces jouées par des troupes célèbres. Son jugement sur la représentation canadienne du Barbier de Séville en eut d'autant plus de portée.

Le choix des pièces et la qualité de l'interprétation ont conquis au Théâtre du Marché à foins un public distingué. Le Malade imaginaire, le Barbier de Séville,

L'Arlequin sauvage, la Comtesse d'Escarbagnas, autant de spectacles qui prouvent le sérieux des jeunes Messieurs canadiens de la Société Dramatique.

Personne ne fut surpris à la nouvelle que le duc de Kent lui-même avait voulu contribuer, cette année, à la décoration de la salle de théâtre. Ce haut patronage est de nature à consolider l'œuvre de ces jeunes Messieurs qui savent divertir tout en instruisant, les dames et messieurs tant anglais que canadiens.

Qui l'eût cru! Il s'est trouvé des esprits chagrins pour rappeler que le théâtre est dangereux pour la jeunesse qui le fréquente. Un correspondant de la Gazette de Québec, le 20 janvier 1791, suit répondre à cette opinion pessimiste: "Un peu de réflexion nous convaincra que les acteurs et les spectateurs mêmes pourraient employer le temps qu'ils donnent à ces spectacles dans des amusements beaucoup moins décents, beaucoup plus préjudiciables aux bonnes mœurs, à leurs intérêts, à leur santé et à l'édification du prochain".

BIBLIOTHÈQUE DE QUÉBEC UN CATALOGUE RÉVÉLATEUR

Faut-il attribuer à Monsieur Bassard, le compétent conservateur de la Bibliothèque de Québec, l'idée de ce catalogue qui contient la liste des livres anglais, français, latins et grecs, bien rangés dans les locaux aménagés à cette fin, au Palais épiscopal?

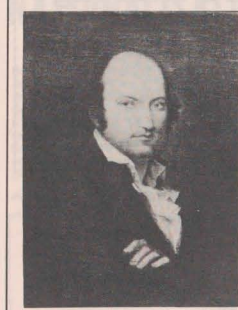
Les Québécois apprendront, en consultant ce catalogue imprimé par Samuel Neilson en cent exemplaires, que leur bibliothèque compte exactement 2,443 volumes. De ce nombre, 1,211 volumes sont anglais, 1,209, français tandis que 23 sont latins ou grecs.

Pour fin de consultation, le compilateur a choisi de grouper tous les titres en cinq catégories: Théologie, Jurisprudence, Arts et Sciences, Belles-Lettres et Histoire. Chaque livre est inscrit avec les précisions suivantes: date de l'édition, la dimension et le nombre de volumes, le nom de l'auteur.

Ce précieux guide égarera beaucoup de temps et de pas aux habitués de la bibliothèque. Peut-être même, comme le souligne l'introduction, ce catalogue ouvrira-t-il les yeux du gouvernement sur l'existence et l'importance de la Bibliothèque de Québec. Deviendra-t-elle un jour une institution provinciale?

A. CHÉNIER est aussi un poète

DE NOTRE CORRESPONDANT À PARIS



Les lecteurs du Journal de Paris ont fait connaissance, depuis le début de cette année, avec un certain André CHÉNIER, qui collabora assez fréquemment à cette publication. Chénier s'est rapidement signalé à l'attention par la virulence de ses articles et la violence de ses charges contre les Jacobins. Cet acharnement à combattre les éléments les plus actifs du nouveau régime surprend d'autant plus que l'écrivain s'est déjà fait remarquer, il y a quelques années, par son engagement pour les idées nouvelles. Partisan de la monarchie constitutionnelle, il semblait bien plus porté à prêcher en faveur des réformateurs qu'à protester contre les abus des Jacobins. Pourtant, on connaît aujourd'hui la fougue des attaques qu'il, au dire de plusieurs, aurait bien un jour le perdre irrémédiablement.

Malgré le retentissement de ses articles, on connaît très peu l'homme qui les signe. Tout ce qu'il est né à Constantinople, il y a trente ans, d'un père français et d'une mère grecque. On connaît aussi son amitié pour La Fayette et Condorcet. Beaucoup ignorent cependant que Chénier se considère avant tout comme un poète et que sa parfaite connaissance des lettres grecques pourrait le définir comme un des plus remarquables hellénistes de notre époque.

Familier d'Homère et de Théocrite, il est aussi un familier des poètes latins, Catulle et Tibulle; ses proches qui ont déjà pu lire certains de ses poèmes n'hésitent pas à le situer dans la plus pure tradition des élégiaques latins. Qu'on nous permette donc de souhaiter que son engagement politique lui laisse le loisir de produire des œuvres poétiques. Notre pauvre pays tourmenté en aurait sûrement grand besoin.

Le "Magasin de Québec" ou "The Quebec Magazine"

Nous venons de parcourir la cinquième livraison du Magasin de Québec. Grâce à ce journal bilingue, à l'allure d'une revue, les habitants de la ville de Québec sont mis au courant de tout: arrivages dans le port, mariages et naissances à Québec et à Montréal, nouvelles politiques d'Europe (beaucoup de détails sur la Révolution), discours de leurs Excellences les Lieutenants-Gouverneurs du Haut et Bas-Canada, etc. En somme, tout ce qui saurait intéresser un esprit tant soit peu curieux. Voici un exemple. Savez-vous le nombre de morts et des naissances à Québec pendant ce mois de décembre? Surveillez les soixante-huit pages du Magasin de Québec et vous trouverez le tableau suivant:

1 homme,	10 morts	22 naissances
2 femmes,		
1 grande fille,		14 garçons
4 petits garçons,		13 filles
2 filles		

Le lecteur le plus gourmand verra son appétit satisfait par ce recueil aussi utile qu'amusant. Précisons: pour les esprits délicats, que des sonnets, des fables et des élégies émaillent ce journal rédigé par une "Société de gens de lettres de Québec".

Que Samuel Neilson, l'imprimeur, et que le Révérend Alexander Spark, l'éditeur, tiennent bon. Leur audacieuse initiative est venue combler une grave lacune. À côté du journal, qui chaque semaine nous renseigne en quelques pages sur les divers événements, une revue substantielle comme le Magasin de Québec nous offre une vue d'ensemble de l'histoire, la petite et la grande, qui s'est déroulée au cours du mois.

EN ANGLETERRE

LES ARTS PERDENT DEUX MAÎTRES

(Londres) — Ce dix-huitième siècle aura été pour l'Angleterre celui d'un apport nouveau et marquant à la vie des arts européens, avec un rayonnement qui se fait et se fera encore sentir en terres d'Amérique.

Ainsi le célèbre architecte décorateur écossais, ROBERT ADAM, qui vient de mourir, aura été, avec ses frères, le principal artisan d'un néoclassicisme sobre et élégant: il a adapté les maisons anglaises aux styles grec et romain tout en se souvenant de Palladio. Son frère James lui survit.

L'influence de Sir JOSHUA REYNOLDS aura été non moins importante. D'aucuns le considèrent déjà comme le créateur de la peinture anglaise. Jusqu'à une époque encore récente, l'Angleterre allait chercher à l'étranger ses peintres comme ses musiciens. Reynolds, malgré son admiration pour les grands écoles européennes, aura donné à son pays un art original. Avec lui, nous pouvons parler d'école anglaise, ce que nous n'osions pas faire avec Hogarth qui peut cependant revendiquer l'honneur d'avoir été le premier peintre anglais; le style de celui-ci, spirituel, était encore trop anecdotique, malgré sa virtuosité, et trop semblable aux petits genres hollandais et flamands.



J. Reynolds

TÊTES D'ANGES

Reynolds, d'une palette aux couleurs restreintes, a tiré des portraits magnifiques: portraits puissants de gentlemen, portraits pleins de distinction de blondes ladies, ou charmants portraits d'enfants, spécialité qu'il affectionnait particulièrement.

Dans "Têtes d'anges", sur un fond abstrait qu'il néglige — comme dans toutes ses œuvres — au profit des personnages, il brosse l'image de l'innocence et de la fraîcheur enfantine. Sensible à la beauté d'un visage, il veut nous faire saisir dans une seule vision les multiples angles d'un unique modèle. Reflets soyeux, lumière douce comme une caresse.

LES LETTRES ANGLAISES

Que nous réserve W. Blake?

Depuis Les Chants de l'Innocence et Le Mariage du Ciel et de l'Enfer, le poète William Blake ne s'est pas beaucoup signalé à l'attention des lecteurs anglais. On attend pourtant avec impatience la parution de sa prochaine œuvre. Selon des informations qui circulent à Londres, le poète offrirait prochainement un nouveau volume où le mysticisme étrange qui lui est particulier s'exprimerait à travers un symbolisme un peu obscur, mais combien riche en émotion et en sensibilité. Le titre? Le Livre d'Urizen.

colle ET BRICOLE

VITE SUR PATINS

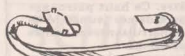
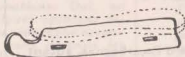
FABRIQUEZ-VOUS DES PATINS POUR L'HIVER QUI VIENT.

L'hiver sera bientôt là et tous nos jeunes lecteurs désireront avoir leur propre paire de patins pour s'en donner à cœur joie sur les étangs, les lacs et les rivières que le gel aura figés en une belle patinoire.

Deux choses sont nécessaires: les patins proprement dit et les semelles de bois.

LES PATINS

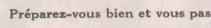
Si votre père fait à la maison un feu de forge pour ses besoins personnels, il aura sûrement vous fabriquer les patins. S'il ne se sent pas capable de le faire, il faudra s'adresser au forgeron du village. Les dessins que nous vous proposons faciliteront le travail de votre père ou du forgeron. Vous remarquerez que chacun de ces patins, grâce aux courroies qu'on y insère, peut s'adapter aussi bien aux souliers ou aux bottines que l'on porte qu'aux semelles de bois que nous vous proposons:



LES SEMELLES DE BOIS

Pour ne pas trop user les semelles de vos souliers ou de vos bottines, vous pouvez vous fabriquer, selon le modèle qu'indique notre dessin, deux bonnes semelles en bois franc que vous mettrez sous vos souliers avant d'y fixer les patins.

Remarquez le talon de cuir à l'arrière de la semelle, de même que le morceau de cuir qui sert à insérer le devant du soulier. Afin que la semelle de bois s'adapte aux mouvements de patinage, il faut, à peu près au tiers sur le devant, la couper en deux parties et rejoindre les deux morceaux par une bande de cuir.



Préparez-vous bien et vous passerez un merveilleux hiver à patiner.

ÉLÉGIES

SUR LA MORT DE M. LE CURÉ HUBERT

Le 21 mai 1792 restera un jour tristement célèbre. Presque tous leurs vœux, les paroissiens de Québec virent les eaux du fleuve englober Messire Augustin-David Hubert, leur dévoué curé. Pendant plus de seize jours, l'onde retint sa victime. Le funeste événement ne laissa personne indifférent. Au moins deux poètes, sous le coup de l'émotion, composèrent des élégies qui immortaliseront ce souvenir pénible. Nous remercions les poètes François Sarreau et Pierre-Florent Baillargé de nous avoir autorisé à publier des extraits de leurs élégies.

Ainsi François Sarreau évoque le funeste événement:

Non loin de notre rivaie,
A la vue de nos remparts,
Hélas! un fatal naufrage.
Fize nos tristes regards.
Les Infortunés Victimes
Font relenir de leurs cris
Le rivaie des abîmes
Où elles vont être englouties.

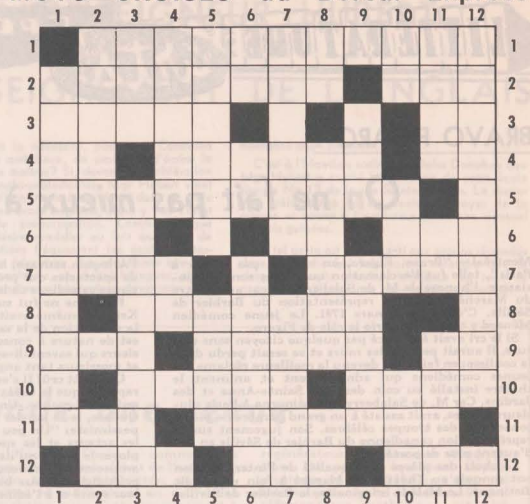
Une seule prière est montée des lèvres tant canadiennes qu'anglaises, celle formulée par le poète Baillargé:

Dans ce séjour d'allégresse,
Partage de tes élus,
Qu'Hubert loue sans cesse
Tes bontés et tes vertus.

PEE
WEE
boeuf
au
miroir



MOTS CROISÉS du Boréal - Express



HORIZONTAL:

- 1 — Représentant de la Société Notre-Dame-de-Montreal. — Le Boréal de 1642 raconte qu'il connut tôt un conflit d'autorité avec M. de Montmagny.
- 2 — Il était gouverneur en 1774, au moment de l'Acte de Québec. — Onomatopée illustrant un bris sec.
- 3 — Riche commerçant américain... — Points cardinaux.
- 4 — Pronom. — Le Boréal de 1609 reproduit une de ses peintures. — Premier en son genre.
- 5 — Lieutenant et capitaine né à Québec en 1639. — A participé à l'attaque de St-Jean, Terre-Neuve, en 1705.
- 6 — Partie d'une pouille. — Initiales pleuses — Se rendra.
- 7 — Fils de Jacob. — Il a son panier.
- 8 — Ancienne famille dont un des membres, prénommé Raymond, se marie au fort St-Frédéric en 1785.
- 9 — Règlement en désordre. — Existez — Pronom.
- 10 — Première partie d'un mot composé signifiant ce que chacun doit payer. Le premier parmi les dieux.
- 11 — Affirmation en désordre. — Actionnons la cloche.
- 12 — Démonstratif. — Trois points cardinaux — Semblable.

VERTICAL:

- 1 — Fort plus connu sous le nom de fort-Frontenac.
- 2 — Le Boréal de 1768 affirme qu'il prône la fusion des deux races. — Antienne languie.
- 3 — Munière. — Se rapporte à un dialecte celtique.
- 4 — Esclave chez les Spartiates. — Roulement de tambour.
- 5 — Oiseau que le Boréal de 1543 recommande de ne pas oublier. — Une des Cyclopes.
- 6 — Phonétiquement, enlever. — Phonétiquement, boire le lait. — Pasteur puritain qui avait des opinions sur la démocratie, si l'on en croit le Boréal de 1642.

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO



épigramme

Une jeune et charmante Dame
Me voyant malheureux au jeu,
Me dit en riant, depuis peu,
Que je serais heureux en femme,
Je répondis avec chaleur,
En lui parlant du fond de l'âme
Que c'était avoir du malheur
Même que d'être heureux en femme.

* le célibat

Veut-on que je prenne une femme?
Je veux trouver ensemble et jeunesse et beauté,
L'esprit bien fait, une belle âme,
Agrément et simplicité,
Cœur sensible sans jalousie,
Complaisance et sincérité,
Vivacité sans fantaisie,
Sagesse sans austérité:
Enfin, pour la rendre parfaite,
A toutes les vertus joignez tous les appas;
Voilà celle que je souhaite,
Trop heureux, cependant, de ne la trouver pas.

SCIENCES TECHNIQUES A B C D E F G H I

"L'OISEAU ZÉLÉ"

transmet des nouvelles avec la vitesse de l'éclair

Une invention fantastique due à l'abbé Claude Chappe vient de faire son apparition en France. Il s'agit d'un appareil qui permet de transmettre visuellement des messages d'un point à un autre avec la rapidité de la vue elle-même.

L'appareil est extrêmement simple. Il est composé de trois pièces de bois mobiles qui le font ressembler à un oiseau qui bat des ailes d'où son nom de "l'oiseau zélé".

L'appareil, fait de lames de bois assez minces pour donner peu de prise au vent, est peint en noir afin qu'il se voit bien de loin. Il est monté sur le sommet d'un édifice et actionné à l'intérieur par un autre appareil semblable joint au premier par un système de cordes et de poulies. Il suffit de décider d'un alphabet conventionnel où chaque lettre correspond à une position précise des trois pièces de bois pour ainsi pouvoir envoyer un message à quelqu'un qui est à une distance suffisamment réduite pour bien voir l'appareil.

On comprend maintenant le jeu de ce que les savants appellent déjà le télégraphe optique.

Il suffit d'établir, à des distances régulières, des appareils semblables de manière à former une chaîne aussi longue que l'on veut. On peut ainsi transmettre rapidement des messages sur de longues distances.

A Paris, où l'on essayait le nouvel appareil, l'année dernière, l'on prétend pouvoir faire parvenir un message à mille kilomètres de distance en moins de vingt minutes.

On dit que le gouvernement révolutionnaire est fort intéressé par l'invention et que plusieurs pays ont déjà demandé à l'abbé Chappe de leur expliquer le fonctionnement de son télégraphe.

On imagine facilement l'utilité que peut avoir cet appareil en particulier sur les champs de bataille ou pour transmettre aux gouvernements de différentes nations des nouvelles urgentes.

"Voici le télégraphe optique de l'abbé Chappe. On remarquera les trois lames de bois mobiles et, plus haut, l'alphabet dont on peut se servir. Il est évident que chacun peut se faire un alphabet secret à partir de positions différentes de "l'oiseau zélé".



Le mathématicien LAGRANGE se marie

Joseph-Louis Lagrange, considéré à juste titre comme le plus grand mathématicien d'Europe, vient d'épouser Mademoiselle Le Monnier, fille de l'illustre astronome français.

Agé de cinquante-six ans, Lagrange est au sommet de son génie, et en Europe, on ne connaît rien qui dépasse son ouvrage La Mécanique Analytique, paru en 1788.

électricité et biologie

Animaux électriseurs

Un savant italien, le professeur Louis Galvani, professeur d'anatomie à l'Université de Bologne, vient de publier un ouvrage surprenant intitulé "De Veribus Electricitatibus".

L'œuvre est surprenante, en ceci qu'elle se penche sur le problème des forces électriques constatées par les savants chez les différents animaux. On sait que le savant anglais Walsh a démontré, en 1773, que le poisson appelé torpille possède un organe générateur d'électricité avec lequel il tue ses ennemis. Son compatriote Hunter découvrit, la même année, un organe semblable chez le gymnète.

C'est à l'étude des phénomènes de ce genre que le savant professeur italien s'est consacré depuis 1780. Selon Galvani, si l'on trouve des organes générateurs d'électricité chez les différents poissons, pourquoi ne pourrait-on pas en trouver aussi chez d'autres animaux.

Galvani a mené une série d'expériences avec des grenouilles. Il a constaté qu'il pouvait faire contracter les pattes d'une grenouille chaque fois qu'il touchait les nerfs de celle-ci avec une décharge électrique.

Cela indique un lien inévitable, soutient Galvani entre l'électricité et le système nerveux de cet animal.

Galvani obtint même la contraction des pattes d'une grenouille en touchant le fil de cuivre attaché à l'une de ses pattes au fer du garde-fou de son balcon. Selon le savant italien, cela signifie que la grenouille contient de l'électricité.

Un de ses confrères de l'Université de Paris, le professeur Alexandre Volta, maintient que la conclusion de Galvani est fautive et que l'électricité ne venait pas de la grenouille mais du contact entre le cuivre et le fer.

Malgré cette dispute entre savants, l'ouvrage de Galvani, De Veribus Electricitatibus, demeure passionnant et nous encourageons nos lecteurs à le lire.

NATIONALISATION DES MINES DE CHARBON EN NOUVELLE-ÉCOSSE

... et production accrue

L'extraction du charbon des mines du Cap-Breton, en Nouvelle-Ecosse, vient d'atteindre un nouveau sommet. Les mines du Cap-Breton ont en effet fourni, l'année dernière, deux mille sept cents tonnes de charbon. C'est une augmentation d'environ deux cents tonnes sur l'année précédente. La production charbonnière de l'île du Cap-Breton a connu une augmentation d'environ cent pour cent depuis 1785.

On sait que, depuis 1784, l'île du Cap-Breton était considérée comme une colonie séparée. Le Lieutenant-Gouverneur de cette colonie recevait, comme allocation régulière, une redevance sur chaque tonne de charbon extrait des falaises de l'île. Rattachée à la colonie de la Nouvelle-Ecosse, l'île du Cap-Breton dépend désormais du Gouvernement de cette province.

C'est le Gouvernement lui-même, soit directement, soit par l'intermédiaire d'entrepreneurs privés, qui administre désormais l'extraction du charbon. Le Gouvernement a certaines difficultés à trouver des entrepreneurs qui acceptent de faire le travail, étant donnée la taxe énorme que ceux-ci doivent payer. Cette taxe s'élève parfois jusqu'à un tiers du prix de détail qu'obtient la tonne de charbon sur le marché de Halifax.

Malgré toutes ces difficultés, la production du charbon ne cesse d'augmenter et les dirigeants de la Nouvelle-Ecosse trouvent là une source de prospérité économique fort appréciable.

TABAC en poudre et en carottes

Le sous-séjour informe ses amis, ceux de son défunt père, et le public en général qu'il a établi une manufacture de tabac en poudre, en carottes et autres, près cette ville, où il se propose d'exercer cette profession dans toutes ses diverses branches, et il espère que sa ponctualité et son attention à leurs ordres, ainsi que la qualité supérieure de sa fabrication lui mériteront une préférence, ayant engagé quelques-uns des meilleurs ouvriers en ce pays. Il garantit tous les articles fabriqués par lui pour aucun temps raisonnable.

Tous ordres adressés à Levy Solomons et Compagnie à la Grange des pauvres près de Montréal, ou à No 4, rue St-François, seront ponctuellement exécutés par LEVY SOLOMONS.

Annance

LES CULTIVATEURS SONT MÉCONTENTES

ON FAIT CONCURRENCE A LA PLUIE

Plusieurs cultivateurs se plaignent que l'industrie domestique de la potasse est fortement menacée par les restrictions que le gouvernement vient d'imposer sur les nouveaux procédés découverts dans le traitement de la potasse.

On sait que, par un Acte publié dans La Gazette de Québec, le 5 mai 1791, le Gouverneur Général décréta que le procédé inventé par Samuel Hopkins ainsi que celui dû à Angus Macdonell leur sont strictement réservés jusqu'en 1797.

Aucun cultivateur ne peut donc produire de la potasse en se servant de ces procédés. Nous n'avons pu obtenir des inventeurs aucun renseignement précis sur leur invention. Il semble cependant que celle-ci facilite grandement et accélère la fabrication de la potasse. Les cultivateurs, forcés d'utiliser encore les procédés folkloriques et traditionnels, ne pourront jamais faire face à la concurrence.

On sait que la potasse est fabriquée avec de la cendre que les cultivateurs tirent soit des feux de forêt soit des abattoirs qu'ils font brûler.

La cendre contient des sels de potasse. Les cultivateurs étendent cette cendre en larges couches sur lesquelles ils laissent pleuvoir. L'eau

abonnez vos amis au BORÉAL

L'INDUSTRIE DOMESTIQUE DE LA POTASSE EST MENACÉE

de pluie dissout les sels de potasse contenus dans la cendre et il ne reste plus, aux cultivateurs, qu'à recueillir cette eau dans des bassins et de la faire bouillir avec des corps gras pour produire le savon de potasse qui se vend si bien en Angleterre. Ce procédé, si efficace qu'il soit, n'en demeure pas moins très lent et il faut toujours compter avec la pluie.

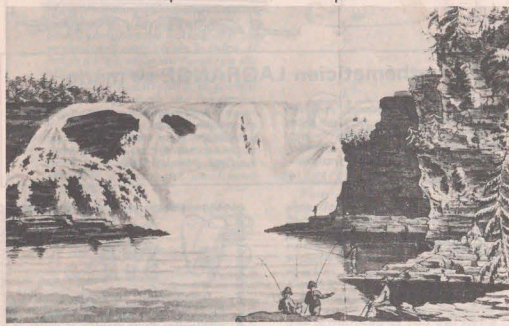
Ainsi les cultivateurs, qui tirent de là une bonne source de revenus, craignent-ils fortement la concurrence que les procédés de Samuel Hopkins et Angus Macdonell leur imposent désormais.

Il faudrait, de toute nécessité, que le Gouvernement rende public ces procédés afin de sauver cette petite industrie domestique.



NOS PLUS BEAUX SITES

AQUARELLES
de
J. HUNTER



* LES CHÔTES CHAUDIÈRE

Le peintre J. Hunter, qui a reproduit sur toile les plus beaux coins de notre pays, s'est arrêté aux chûtes Chaudière. La rivière Chaudière est plus importante qu'auparavant. L'ouverture de la Nouvelle-Beauce à la colonisation a accru l'intérêt de la population pour cette partie du pays.



* EMBARRAS DES RUES DE QUÉBEC

Le bois le plus funeste et le moins fréquenté
Est, au prix de Québec, un lieu de stérilité.
Malheur donc à celui qu'une affaire insipide
Engage un peu trop tard au détour d'une rue
Bientôt quatre bandits, lui serrant les côtes,
La bourse: il faut se rendre: ou bien: non résister.

NICOLAS-GASPARD BOISSEAU.



(A.P.C.)

* VUE DU SUD-OUEST DE ST-JEAN

TOUJOURS POPULAIRES

HERCULE animaux savants équilibristes

Au cours des derniers mois, deux célèbres compagnies étrangères sont venues donner des spectacles d'importance dans les villes de Québec et de Montréal.

La Compagnie de Donegani, qui a tenu son spectacle à la grande salle de M. Prault, rue Notre-Dame, à Montréal, a présenté des danseurs sur cordes, sur fil d'archal, des tours de souplesse, des sauts périlleux, des jeux d'équilibre, etc. On avait fixé le prix des premières places à une demi-piastre et les dernières à trente sols.

Quant à la Compagnie de M. Del Vecchio, elle a donné son spectacle chez

Franks, à Québec. Le numéro le plus apprécié fut celui du jeune Hercule qui exécuta un grand nombre de tours de chute et d'altitude sur la corde lâche. Des chiens dressés ont exécuté avec brio des tours qui leur étaient commandés par la parole seulement. Le spectacle avait lieu à six heures et demie. Le prix des billets était de 2s. 6 ou de 1s. 6. Les enfants furent admis à demi prix.

PETITES ANNONCES

● LOCAL DEMANDÉ

Ceux qui voudront entreprendre l'entretien du Club à leurs dîners hebdomadaires durant le cours de la prochaine saison et qui ont une bonne maison commode et chaude, n'excédant pas la distance d'une lieue de la ville de Québec, sont priés d'envoyer leurs propositions par écrit au soussigné.

WM. Lindsay,
secrétaire du Club des Barons,
Québec.

N.B.—Le club ouvre peu après la navigation fermée et cesse à l'arrivée d'un vaisseau d'Europe, au printemps.
(C.Q.—18-10-92)

● NÈGRE DEMANDÉ

Il s'est enfui un nègre nommé Jack, appartenant à William Grant, Esq., de Québec. Il portait une baignoire de drap bleu épais doublé de flanelle blanche et un gilet de même couleur, des grandes culottes ou braies de grosse étoffe brune. Il a environ 30 ans, né en Afrique, d'environ 5 pieds 8 pouces de haut, robuste, parle anglais et français. Quiconque arrêtera le susdit nègre et l'amènera à son maître ou à David Alexandre Grant, Esq., à l'île Ste-Hélène, près de Montréal, ou à M. Hardie, à St-Jean recevra une gratification de récompense et sera remboursé de tous frais raisonnables. Quiconque l'assiera ou le cachera sera poursuivi suivant la loi. On pense qu'il tâchera de s'échapper dans les États-Unis.

(G.Q.—15-3-92)

● DEVEZ-VOUS MUSICIEN OU DANSEUR

Le sieur Peacore, musicien et maître de danse, s'étant décidé à faire sa résidence dans la ville de Québec, prend la liberté d'offrir au public à enseigner la musique instrumentale; savoir, à jouer du violon, de la clarinette et à donner du cor de chasse.

Le prix pour la musique sera d'une piastre d'entrée et de deux piastres par mois. Pour la danse, une demi piastre d'entrée et une piastre et demie par mois.
(G.Q.—3-3-91)

● RHUM À VENDRE

Du bon vieux rhum égal en goût à celui qu'on fait venir, à vendre à la Distillerie de Montréal, pour le prix de 4 livres le gallon en tonnes et, en quarts, au prix de 4 livres, 5 sols (les futaillies comprises).
(G.M.—10-2-91)

● EXTRAORDINAIRE: DES ALLUMETTES

Le sieur Ruscony, Italien, arrivé depuis peu en cette ville, fait savoir au public qu'il possède le secret de faire des briquets physiques, très commodes, surtout pour les voyageurs qui sont dans l'usage de fumer, produisant de la lumière avec la plus grande rapidité, par le moyen d'une allumette ordinaire trempée dans une fiole. Le tout est enfermé dans une petite boîte de fer blanc, plate, dans laquelle il y a place pour la bougie, les allumettes et la fiole, et peut se porter sur soi avec toute aisance, sans aucune crainte du feu. Ledit sieur garantit ses briquets pour quatre, six ou huit années, en faisant usage tous les jours plusieurs fois.

Ces briquets sont propres à toutes sortes de personnes; et d'une très grande commodité dans tous les ménages. L'on n'a pas besoin d'amadou, ni d'autres ustensiles pour se procurer du feu en tout temps et à toute heure.

A ceux qui voudront apprendre le secret, il offre s'arranger pour cela avec les personnes qui l'enverront chercher ou qui viendront chez lui.

48, rue Notre-Dame, Montréal.